

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2237

27 juillet 2016

### SOMMAIRE

Consumer Brands Enterprise .....	107339	JDA Conseils S.à.r.l. ....	107331
Delaware Consulting S.A. ....	107332	Jiaap S.A. ....	107330
Devana S.A.- SPF .....	107332	Jiaap S.A. ....	107330
DSK Systems S.A. ....	107332	Jindal Films Europe Services .....	107331
EPF Garden Towers S.à r.l. ....	107332	Julvier Investissements S.A. ....	107330
Esselte Group Holdings (Luxembourg) S.A. .....	107333	Konex .....	107334
Eurofins Agrosociences Services LUX Holding .....	107332	KRIL Europe Fund I S.à r.l. ....	107331
Fenchurch Place HoldCo S.à r.l. ....	107360	Les Cairns S.A. ....	107337
Finance Trainer Luxembourg GmbH .....	107333	Lime Invest & Co. S.C.A. ....	107335
FIT Fund .....	107333	Limitless S.à r.l. ....	107337
Freshy S.à r.l. ....	107333	Links Bidco S.à r.l. Propco 2 .....	107338
GPE VI FIS II S.C.A. ....	107333	Li.Ter Luxembourg S.A. ....	107337
Grandecran Holding SA .....	107334	Livenza S.A. ....	107336
Gras Savoye Willis Management Services S.A. .....	107373	LoBoSol S.à.r.l. ....	107338
Green Luxco I S.à r.l. ....	107371	Logistics Holdings Pledgeco S.à.r.l. ....	107337
Helene Fund .....	107334	Lombard Odier Funds (Europe) S.A. ....	107336
H.I.G. Luxembourg Holdings 44 S.à r.l. ....	107334	Lou Coiffure S.à r.l. ....	107338
H & S Promotions .....	107375	LuxcoSITQ 2 .....	107336
Hydro Losch Sàrl .....	107335	Participations Alpa S.A. ....	107376
Immobilière Comète s.à r.l. ....	107335	Prague Holding S.à r.l. ....	107330
INTERGIN Spf S.A. ....	107330	Protege S.A. ....	107338
INTERGIN Spf S.A. ....	107335	Rhw-Invest S.à r.l. ....	107338
Inter Ikea Holding S.A. ....	107331	Salvesia S.A. ....	107336
Ipan Investment SCA .....	107330	Swiss Medical Rental S.à r.l. ....	107353
		Swynford International Investments, SPF ..	107376
		Tikehau Fund .....	107376

**INTERGIN Spf S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-8009 Strassen, 19-21, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 47.115.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016117163/9.

(160090879) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2016.

---

**Ipan Investment SCA, Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 190.597.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016117166/9.

(160090893) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2016.

---

**Julvier Investissements S.A., Société Anonyme de Titrisation.**

Siège social: L-1227 Luxembourg, 3, rue Belle-Vue.

R.C.S. Luxembourg B 156.150.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016117179/9.

(160091002) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2016.

---

**Jiaap S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1750 Luxembourg, 4-6, avenue Victor Hugo.

R.C.S. Luxembourg B 168.312.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016117184/9.

(160090560) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2016.

---

**Jiaap S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1750 Luxembourg, 4-6, avenue Victor Hugo.

R.C.S. Luxembourg B 168.312.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016117185/9.

(160090561) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2016.

---

**Prague Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 49, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 182.738.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016117400/9.

(160091196) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2016.

---

**Inter Ikea Holding S.A., Société Anonyme Soparfi.**

Siège social: L-1233 Luxembourg, 2, rue Jean Bertholet.  
R.C.S. Luxembourg B 38.952.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 20 mai 2016.

*Pour la Société*

Evgenia Matveeva

Référence de publication: 2016117160/12.

(160090636) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2016.

---

**Jindal Films Europe Services, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 300.000,00.**

Siège social: L-8399 Windhof, 11, rue de l'Industrie.  
R.C.S. Luxembourg B 205.173.

*Extrait des décisions de l'associé unique de la Société prises par écrit le 20 mai 2016*

L'associé unique de la Société a décidé de révoquer avec effet au 9 mai 2016, Johanna Christophina Van Binsbergen-Laurent en tant que gérant de la société.

En conséquence de ce qui précède, le conseil de gérance de la Société se compose au 20 mai 2016 comme suit:

- Scott Pierson Van Winter, gérant;
- Rajesh Kaza, gérant;
- Oliver Bruns, gérant; et
- Sushil Kumar Jain, gérant.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Jindal Films Europe Services*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2016117177/19.

(160090726) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2016.

---

**KRIL Europe Fund I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 246.775,00.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.  
R.C.S. Luxembourg B 111.437.

*Extrait des résolutions prises par les gérants de la société du 29 avril 2016*

Les gérants de la Société ont décidé en date du 29 avril 2016 de transférer le siège de la Société du 25A, Boulevard Royal, L - 2449 Luxembourg au 11-13, Boulevard de la Foire, L - 1528 Luxembourg avec effet au 1<sup>er</sup> mai 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 27 mai 2016.

Référence de publication: 2016117204/13.

(160091597) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2016.

---

**JDA Conseils S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2210 Luxembourg, 43, boulevard Napoléon 1er.  
R.C.S. Luxembourg B 195.636.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

12, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg

Référence de publication: 2016117968/10.

(160092128) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mai 2016.

---

**DSK Systems S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8311 Capellen, 92, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 40.371.

Les déclarations visées sous b) et c) de l'article 70 de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, et que les comptes consolidés au 31 décembre 2013 de la société-mère Landewyck Group s.à.r.l. ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016117809/12.

(160091927) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mai 2016.

**Eurofins Agrosciences Services LUX Holding, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 129.408.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 22 décembre 2015.

Pour statuts coordonnés

Référence de publication: 2016117820/11.

(160092019) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mai 2016.

**EPF Garden Towers S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 120.538.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 Mai 2016.

EPF Garden Towers S.à.r.l.

Mr. Richard Crombie / Mr. Mark Doherty

*Gérant / Gérant*

Référence de publication: 2016117833/13.

(160092194) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mai 2016.

**Delaware Consulting S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1818 Howald, 2, rue des Jones.

R.C.S. Luxembourg B 86.362.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016117804/9.

(160091632) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mai 2016.

**Devana S.A.- SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 60.665.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016117805/9.

(160091937) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mai 2016.

**Esselte Group Holdings (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.****Capital social: EUR 14.955.873,75.**

Siège social: L-2551 Luxembourg, 125, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 117.244.

Les comptes consolidés pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2015 ainsi que les informations et documents annexes ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour ESSELTE GROUP HOLDINGS (LUXEMBOURG) S.A.*

*Mandataire*

Référence de publication: 2016117836/12.

(160091739) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mai 2016.

---

**Finance Trainer Luxembourg GmbH, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6940 Niederanven, 205, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 80.139.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

*Mandataire*

Référence de publication: 2016117859/11.

(160091828) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mai 2016.

---

**FIT Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-7307 Steinsel, 50, rue Basse.

R.C.S. Luxembourg B 22.648.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016117864/9.

(160091665) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mai 2016.

---

**Freshy S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1611 Luxembourg, 41, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 186.483.

Je viens vers vous pour vous informe que le siège social de notre société Freshy Sarl, inscrit le 18/04/2014, numéro d'immatriculation B 186483, à déménager du 41 avenue de la gare pour s'installer dans nos nouveaux locaux situé au:

10 rue Saint Willibrord, L-2729 Luxembourg-Ville

A Luxembourg-ville, le 30/05/2016.

COSKUN Sait & COSKUN Kevin

Référence de publication: 2016117870/12.

(160092094) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mai 2016.

---

**GPE VI FIS II S.C.A., Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 150.057.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 mai 2016.

Référence de publication: 2016117897/10.

(160092371) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mai 2016.

---

**Grandecran Holding SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 85.416.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016117899/9.

(160092093) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mai 2016.

---

**H.I.G. Luxembourg Holdings 44 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1282 Luxembourg, 2, rue Hildegard von Bingen.

R.C.S. Luxembourg B 182.886.

I. Lors du conseil de gérance tenu en date du 10 mai 2016, les gérants ont pris connaissance de la décision de la ville de Luxembourg de modifier le nom et le code postal de la rue Robert Stümper.

En conséquence, le siège social de la Société est au 2, rue Hildegard von Bingen, L-1282 Luxembourg.

II. L'adresse professionnelle du gérant A, Daphné Chanteloup, est désormais au 2, rue Hildegard von Bingen, L-1282 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 mai 2016.

Référence de publication: 2016117917/15.

(160092449) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mai 2016.

---

**Helene Fund, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 2, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 166.013.

**EXTRAIT**

Il résulte des décisions prises par l'assemblée générale annuelle des actionnaires en date du 25 mai 2016 que:

- Le mandat du réviseur d'entreprises agréé a été renouvelé et prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle approuvant les comptes au 31 décembre 2015.

- Le siège du réviseur d'entreprises a été transféré au 2, rue Gerhard Mercator, L-2182 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour le fonds*

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2016117922/16.

(160092422) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mai 2016.

---

**Konex, Société Anonyme.**

Siège social: L-1338 Luxembourg, 46, rue du Cimetière.

R.C.S. Luxembourg B 127.436.

Les comptes annuels révisés au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bertrange, le 30 mai 2016.

KONEX

Laurent HEILES

*Administrateur*

Référence de publication: 2016117985/14.

(160091754) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mai 2016.

---

**Hydro Losch Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6922 Berg/Betzdorf, 10, rue du Château.

R.C.S. Luxembourg B 200.071.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016117934/10.

(160092041) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mai 2016.

**Immobilière Comète s.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 23.798.

L'Assemblée générale du 9 mai 2016 prend les décisions suivantes:

Nomination du Réviseur d'Entreprises

Ernst &amp; Young - 7 parc d'activité Syrdall - L-5365 Munsbach est nommé Réviseur d'Entreprises jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2017.

Nomination d'un gérant

Monsieur David Marongiu, né le 16 avril 1968 à Saint Malo (France) et domicilié professionnellement au 39 allée Scheffer à L-2520 Luxembourg, est nommé gérant de la société en remplacement de Monsieur Serge Ries démissionnaire. Le mandat de Monsieur Marongiu est illimité.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 mai 2016.

*Pour les Gérants**Le Secrétaire*

Référence de publication: 2016117950/19.

(160092139) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mai 2016.

**INTERGIN Spf S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-8009 Strassen, 19-21, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 47.115.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016117957/9.

(160092116) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mai 2016.

**Lime Invest & Co. S.C.A., Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-1282 Luxembourg, 1, rue Hildegard von Bingen.

R.C.S. Luxembourg B 101.458.

I. Lors du conseil de gérance tenu en date du 24 mars 2016, l'associé gérant commandité a pris connaissance de la décision de la ville de Luxembourg de modifier le nom et le code postal de la rue Robert Stümper.

En conséquence, le siège social de la Société est au 1, rue Hildegard von Bingen, L-1282 Luxembourg.

II. Le siège social de l'associé gérant commandité, DOLOMIES ET CHAUX, est désormais au 1, rue Hildegard von Bingen, L-1282 Luxembourg.

III. L'adresse professionnelle du délégué à la gestion journalière de Philippe Vauthier est désormais au 1, rue Hildegard von Bingen, L-1282 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 mai 2016.

Référence de publication: 2016118013/16.

(160092310) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mai 2016.

**LuxcoSITQ 2, Société Civile.****Capital social: EUR 50.000,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg E 3.967.

Il résulte d'un contrat de cession de parts sociales conclu en date du 27 mai 2016 entre EuroSITQ S.A. et Ivanhoé Cambridge Luxembourg, que EuroSITQ S.A., actuel associé de la Société, a transféré les 6 (six) parts sociales détenues dans le capital social de la Société à Ivanhoé Cambridge Luxembourg.

Par conséquent, à compter du 27 mai 2015, Ivanhoé Cambridge Luxembourg, société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois sise au 25A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 109039, est devenue le nouvel associé de la Société.

Pour extrait, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LuxcoSITQ 2

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2016117999/17.

(160092490) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mai 2016.

**Salvesia S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 139.144.

Le bilan au 31 décembre 2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 mai 2016.

*POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION*

Signature

Référence de publication: 2016118181/12.

(160092303) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mai 2016.

**Livenza S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-7412 Bour, 14, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 144.587.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 30 mai 2016.

*Pour la société*

Me Martine DECKER

*Notaire*

Référence de publication: 2016118016/13.

(160091962) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mai 2016.

**Lombard Odier Funds (Europe) S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 291, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 152.886.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Lombard Odier Funds (Europe) S.A.

Mark Edmonds

*Administrateur et Dirigeant*

Référence de publication: 2016117994/12.

(160091618) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mai 2016.



**Les Cairns S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 163.522.

—  
*Extrait des résolutions prises par le Conseil d'administration en date du 04 Février 2016*

Conformément aux dispositions de la loi du 28 Juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions au porteur, le Conseil d'administration a décidé en date du 04 Février 2016 de nommer la société anonyme CORFI S.A. (RCS Luxembourg B 30.356) avec siège social sis 18, Rue Robert Stümper à L-2557 Luxembourg, aux fonctions de dépositaire agréé.

Signatures

*Les Administrateurs*

Référence de publication: 2016117988/13.

(160091738) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mai 2016.

---

**Li.Ter Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.  
R.C.S. Luxembourg B 36.482.

—  
Le bilan de la société au 31/12/2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

*Pour la société*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2016117990/12.

(160092381) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mai 2016.

---

**Limitless S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8147 Bridel, 18, rue des Près.  
R.C.S. Luxembourg B 194.088.

—  
Les comptes annuels au 31.12.2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016117991/9.

(160092498) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mai 2016.

---

**Logistics Holdings Pledgeco S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 196.936.

—  
EXTRAIT

Il résulte de la décision de l'associé unique de la Société en date du 20 Mai 2016 que la société BRE/Management 8 S.A. a démissionné en tant que Geschäftsführer de la Société avec effet au 20 Mai 2016.

L'associé unique de la Société a décidé de nommer la société Logicor Europe Management S.A., société anonyme de droit Luxembourgeois, ayant son siège social au 35 avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B205.393, en tant que Geschäftsführer de la Société, avec effet au 20 Mai 2016 pour une durée indéterminée.

La Société est désormais gérée par la société Logicor Europe Management S.A. en qualité de Geschäftsführer.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 Mai 2016.

*Pour la Société*

Signature

Référence de publication: 2016117993/20.

(160092058) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mai 2016.

---

**Links Bidco S.à r.l. Propco 2, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.  
R.C.S. Luxembourg B 175.451.

—  
RECTIFICATIF

Le bilan rectifié au 31 décembre 2013 (rectifié du dépôt du bilan au 31 décembre 2013 déposé le 28/07/2014 numéro L140132685 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2016117992/12.

(160092136) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mai 2016.

---

**Lou Coiffure S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1660 Luxembourg, 56, Grand-rue.  
R.C.S. Luxembourg B 176.942.

Les comptes annuels au 31.12.2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Lou Coiffure S.à r.l.*

Société à responsabilité limitée

FIDUCIAIRE DES P.M.E. SA

Référence de publication: 2016117995/12.

(160092252) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mai 2016.

---

**LoBoSol S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3313 Bergem, 6, Grand-rue.  
R.C.S. Luxembourg B 155.882.

Les comptes annuels au 31.12.2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016117997/10.

(160091906) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mai 2016.

---

**Rhw-Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5280 Sandweiler, Z.I. Rolach.  
R.C.S. Luxembourg B 189.184.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016118147/9.

(160091848) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mai 2016.

---

**Protege S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie.  
R.C.S. Luxembourg B 176.828.

Remplace la deuxième version (Dépôt numéro L140197270, traité le 06/11/2014)

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PROTEGE S.A.

Référence de publication: 2016118130/11.

(160092393) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mai 2016.

---

**Consumer Brands Enterprise, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 206.392.

—  
STATUTES

In the year two thousand and sixteen, on the eighteenth day of May.

Before the undersigned, Maître Elisabeth Reinard, a notary resident in Ettelbrück, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

1 LCPII-SPV VIII L.P., an exempted limited partnership incorporated under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at c/o Walkers Corporate Limited, Cayman Corporate Center, 27 Hospital Road, George Town, Grand Cayman KY7-9008, Cayman Islands, registered with the Registrar of Limited Partnerships of the Cayman Islands under number 85098;

represented by Nadine Closter, notary clerk, whose professional address is in Ettelbruck, by virtue of a power of attorney given in Dubai, on 12 May 2016;

2 Al Seer Group LLC, a limited liability company incorporated under the laws of the United Arab Emirates, having its registered office at Spinney's building, al Mankhool road, Ali Seed Juma Al Bawardi office, P.O.Box 6647, Dubai, UAE, registered with the Department of Economic Development of the United Arab Emirates under License number 521703 and commercial register number 55390;

represented by Nadine Closter, notary clerk, whose professional address is in Ettelbruck, by virtue of a power of attorney given in Dubai, on 10 May 2016;

3 Vis Mundi Ltd, a limited liability company incorporated under the laws of the British Virgin Islands, having its registered office at Trident Chambers, P.O.Box 146, Road Town, Tortola, British Virgin Islands, incorporated under the BVI Business Companies Act under incorporation number 1802849;

represented by Nadine Closter, notary clerk, whose professional address is in Ettelbruck, by virtue of a power of attorney given in Dubai, on 12 May 2016;

4 Puerto Azul Holdings Limited, a limited liability company incorporated under the laws of the British Virgin Islands, having its registered office at Trident Chambers, P.O.Box 146, Road Town, Tortola, British Virgin Islands, incorporated under the BVI Business Companies Act under incorporation number 1746261;

represented by Nadine Closter, notary clerk, whose professional address is in Ettelbruck, by virtue of a power of attorney given in Dubai on 12 May 2016; and

5 Salameh Sweis, born in Amman, Jordan, on 20 August 1974, with address at 83, Al-Heeba Street, Umm Suqeim 1, Dubai, UAE;

represented by Nadine Closter, notary clerk, whose professional address is in Ettelbruck, by virtue of a power of attorney given in Dubai, on 12 May 2016.

After signature ne varietur by the authorised representative of the appearing parties and the undersigned notary, the powers of attorney will remain attached to this deed to be registered with it.

The appearing parties, represented as set out above, have requested the undersigned notary to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

**I. Name - Registered office - Object - Duration**

**Art. 1. Name.** The name of the company is "Consumer Brands Enterprise" (the Company). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).

**Art. 2. Registered office.**

2.1. The Company's registered office is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within that municipality by a resolution of the board of managers. It may be transferred to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers. If the board of managers determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent, and that those developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with ease of communication between that office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the developments or events in question have completely ceased. Any such temporary measures do not affect the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

### **Art. 3. Corporate object.**

3.1. The Company's object is the acquisition (by subscription, purchase, exchange or in any other manner) and management of participations, in Luxembourg or abroad, in privately held companies or enterprises in any form whatsoever through stocks, shares and other securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. Further, it may invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

3.2. The Company may also provide professional business advisory and consultation services to other related and non-related business companies globally including strategic, management and business advisory services.

3.3. The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. It may lend funds, including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over some or all of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person, save that the Company shall not act as guarantor for any shareholder vis-à-vis third parties or any related party. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated financial sector activities without having obtained the requisite authorisation.

3.4. The Company may use any techniques, legal means and instruments to manage its investment efficiently and protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.5. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operation and any transaction with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favours or relates to its corporate object.

### **Art. 4. Duration.**

4.1. The Company is formed for an unlimited period.

4.2. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or more shareholders.

## **II. Capital - Shares**

### **Art. 5. Capital.**

5.1. The share capital is set at twenty thousand United States Dollars (USD 20,000), represented by two million (2,000,000) shares in registered form, having a nominal value of one United States Dollar Cent (USD 0.01) each.

5.2. The share capital may be increased or reduced once or more by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

### **Art. 6. Shares.**

6.1. The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.

6.2. When the Company has a sole shareholder, the shares are freely transferable to third parties.

6.3. When the Company has more than one shareholder, the transfer of shares (inter vivos) to third parties or between shareholders is subject to prior approval by shareholders representing at least three-quarters of the share capital.

6.4. The transfer of shares to third parties by reason of death must be approved by shareholders representing three-quarters of the rights owned by the survivors.

6.5. A share transfer shall only be binding on the Company or third parties following notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

6.6. A register of shareholders shall be kept at the registered office and may be examined by any shareholder on request.

6.7. The Company may redeem its own shares, provided:

(i) it has sufficient distributable reserves for that purpose; or

(ii) the redemption results from a reduction in the Company's share capital.

6.8. On any issuance of new shares by the Company, the Company shall first offer for subscription to the existing shareholders such number of newly issued shares as is equal to that shareholder's pro rata proportion of the new share issuance. Any newly issued shares not subscribed for by a shareholder pursuant to its pre-emptive subscription right shall be available for allocation to any other existing shareholder or one or more non-shareholding third parties for subscription.

6.9. The Company shall, at all times, be bound to adhere to any share transfer restrictions set out in the Shareholders' Agreement.

## **III. Management - Representation**

### **Art. 7. Appointment and removal of managers.**

7.1. Managers shall be appointed by a resolution of the shareholders, which sets the term of their office.

7.2. LCPII shall have the right at any time and from time to time to propose the appointment, or removal, of one (1) class B manager of the Company, such proposal for appointment being undertaken by providing to the General Meeting a

list of the names of those person(s) proposed to be appointed, such list comprising at least one more name than the number of directors proposed to be appointed.

7.3. Vis Mundi shall have the right at any time and from time to time to propose the appointment, or removal, of one (1) class B manager of the Company, such proposal for appointment being undertaken by providing to the General Meeting a list of the names of those person(s) proposed to be appointed, such list comprising at least one more name than the number of directors proposed to be appointed.

7.4. The managers need not be shareholders.

7.5. The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholders.

#### **Art. 8. Board of managers.**

8.1. The managers shall constitute a board of managers (the Board) comprising the following number and class of managers:

- two (2) class A managers; and
- two (2) class B managers.

#### 8.2. Powers of the board of managers

(i) All powers not expressly reserved to the shareholders by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, which has full power to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's corporate object.

(ii) The Board may delegate special or limited powers to one or more agents for specific matters. The Board may also establish committees with such mandates as may be delegated to such committees by the Board from time to time.

(iii) The Board may seek and accept advice from persons outside the Board, including, without limitation, accounting and legal professionals and business persons with relevant expertise, provided that the Board shall not be obliged to accept or act on any such advice.

#### 8.3. Procedure

(i) The Board shall meet at the request of any manager, at the place indicated in the convening notice, which in principle shall be in Luxembourg.

(ii) Written notice of any Board meeting shall be given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and each of them states that they have full knowledge of the agenda for the meeting. A manager may also waive notice of a meeting, either before or after the meeting. Separate written notices are not required for meetings which are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant to another manager a power of attorney in order to be represented at any Board meeting.

(v) The Board may only validly deliberate and act if all of its members are present or represented.

(vi) Board resolutions shall be validly adopted by the unanimous approval of the managers.

(vii) Board resolutions shall be recorded in minutes signed by the chairperson of the meeting or, if no chairperson has been appointed, by all the managers present or represented.

(viii) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at a duly convened and held meeting.

(ix) Circular resolutions signed by all the managers (Managers' Circular Resolutions) shall be valid and binding as if passed at a duly convened and held Board meeting, and shall bear the date of the last signature.

#### 8.4. Board Approval Matters

The Board shall, in addition to its usual business, approve the following matters (the "Board Approval Matters"):

(i) the sale of all or substantially all of the assets of the Company (other than in the context of a joint sale process undertaken in accordance with any shareholders' agreement relating to any investee company of the Company);

(ii) the acquisition of any shares, interests or participations by the Company in other companies or enterprises;

(iii) any related party transactions;

(iv) the appointment of the Company's domiciliation agent and/or administrator.

#### 8.5. Representation

(i) The Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signature of all managers.

(ii) The Company shall also be bound towards third parties by the signature of any person(s) to whom special powers have been delegated by the Board.

**Art. 9. Sole manager.** If the Company is managed by a sole manager, all references in the Articles to the Board, the managers or any manager are to be read as references to the sole manager, as appropriate.

**Art. 10. Liability of the managers.** The managers shall not be held personally liable by reason of their office for any commitment they have validly made in the name of the Company, provided those commitments comply with the Articles and the Law.

#### IV. Shareholders

##### **Art. 11. General meetings of shareholders and shareholders' written resolutions.**

###### 11.1. Powers and voting rights

(i) Unless resolutions are taken in accordance with article 11.1.(ii), resolutions of the shareholders shall be adopted at a general meeting of shareholders (each a General Meeting).

(ii) If the number of shareholders of the Company does not exceed twenty-five (25), resolutions of the shareholders may be adopted in writing (Written Shareholders' Resolutions).

(iii) Each share entitles the holder to one (1) vote.

###### 11.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders may be convened to General Meetings by the Board. The Board must convene a General Meeting within seven (7) days following receipt of a request from any of LCPII, Vis Mundi or shareholders representing more than half of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting shall be given to all shareholders at least five (5) days prior to the date of the meeting, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

(iii) General Meetings shall be held at the time and place specified in the notices.

(iv) At each General Meeting which is not held before a Luxembourg notary, the shareholders shall appoint a secretary to keep the minutes of the meeting. Minutes of a General Meeting or, as the case may be, the notarial deed shall be distributed to the shareholders within one (1) week of the date on which the General Meeting was held.

(v) If all the shareholders are present or represented and consider themselves duly convened and informed of the agenda of the General Meeting, it may be held without prior notice.

(vi) A General Meeting is quorate provided each of Vis Mundi and LCPII (in each case through its duly appointed representative) is present or represented at the meeting.

(vii) A shareholder may grant written power of attorney to another person (who need not be a shareholder), in order to be represented at any General Meeting.

(viii) Except where resolutions are taken following the occurrence of a Permanent Bad Leaver Event, and save for decisions which by Law require either the unanimous consent of the shareholders or a vote in favour by a majority (in number) of shareholders representing three-quarters of the share capital, all resolutions to be adopted at General Meetings shall be passed by shareholders owning at least seventy-five per cent (75%) of the share capital.

(ix) In the event resolutions are taken following the occurrence of a Permanent Bad Leaver Event, resolutions to be adopted at General Meetings shall, save in respect of resolutions relating to Shareholder Reserved Matters (as set out in Article 11.3) and save as otherwise required by Law, be passed by shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting, the shareholders shall be convened by registered letter to a second General Meeting and the resolutions shall be adopted at the second General Meeting by a majority of the votes cast, irrespective of the proportion of the share capital represented.

(x) The Articles may only be amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

(xi) Any change in the nationality of the Company and any increase in a shareholder's commitment to the Company shall require the unanimous consent of the shareholders.

(xii) When resolutions are to be adopted in writing, the Board shall send the text of such resolutions to all the shareholders. The shareholders shall vote in writing and return their vote to the Company within the timeline fixed by the Board. Each manager shall be entitled to count the votes.

(xiii) Written Shareholders' Resolutions are passed with the quorum and majority requirements set forth above and shall bear the date of the last signature received prior to the expiry of the timeline fixed by the Board.

###### 11.3. Shareholder Reserved Matters

The following "Shareholder Reserved Matters", save where such matters are required by Law to be passed by either the unanimous consent of the shareholders or a vote in favour by a majority (in number) of shareholders representing three-quarters of the share capital, shall be resolved upon at General Meetings by shareholders owning at least seventy-five per cent (75%) of the share capital:

(i) save as provided in the Shareholders' Agreement, any corporate reorganisation, merger, division involving the Company;

(ii) the dissolution or liquidation of the Company;

(iii) the appointment of Company auditors.

11.4. In addition to any approval required by the Board as a matter of Law or the Articles, the Shareholders shall, to the extent such shareholder approval is not otherwise required by Law, meet to approve the Board Approval Matters.

**Art. 12. Sole shareholder.** When the number of shareholders is reduced to one (1):

- (i) the sole shareholder shall exercise all powers granted by the Law to the General Meeting;
- (ii) any reference in the Articles to the shareholders, the General Meeting, or the Written Shareholders' Resolutions is to be read as a reference to the sole shareholder or the sole shareholder's resolutions, as appropriate; and
- (iii) the resolutions of the sole shareholder shall be recorded in minutes or drawn up in writing.

## V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

**Art. 13. Financial year and approval of annual accounts.**

13.1. The financial year begins on the first (1) of April and ends on the thirty-first (31) of March of each year.

13.2. Each year, the Board must prepare the balance sheet and profit and loss accounts, together with an inventory stating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts owed by its managers and shareholders to the Company.

13.3. Any shareholder may inspect the inventory and balance sheet at the registered office.

13.4. The balance sheet and profit and loss accounts must be approved in the following manner:

(i) if the number of shareholders of the Company does not exceed twenty-five (25), within six (6) months following the end of the relevant financial year either (a) at the annual General Meeting (if held) or (b) by way of Written Shareholders' Resolutions; or

(ii) if the number of shareholders of the Company exceeds twenty-five (25), at the annual General Meeting.

13.5. If the number of shareholders of the Company exceeds twenty-five (25), the annual General Meeting shall be held at the registered office or at any other place within the municipality of the registered office, as specified in the notice, on the second Monday of September of each year at 10.00 a.m. If that day is not a business day in Luxembourg, the annual General Meeting shall be held on the following business day.

**Art. 14. Auditors.**

14.1. When so required by law, the Company's operations shall be supervised by one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés). The shareholders shall appoint the approved external auditors, if any, and determine their number and remuneration and the term of their office.

14.2. If the number of shareholders of the Company exceeds twenty-five (25), the Company's operations shall be supervised by one or more commissaires (statutory auditors), unless the law requires the appointment of one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés). The commissaires are subject to reappointment at the annual General Meeting. They may or may not be shareholders.

**Art. 15. Allocation of profits.**

15.1. Five per cent (5%) of the Company's annual net profits must be allocated to the reserve required by law (the Legal Reserve). This requirement ceases when the Legal Reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

15.2. The shareholders shall determine the allocation of the balance of the annual net profits. They may decide on the payment of a dividend, to transfer the balance to a reserve account, or to carry it forward in accordance with the applicable legal provisions.

15.3. Interim dividends may be distributed at any time, subject to the following conditions:

- (i) the Board must draw up interim accounts;
- (ii) the interim accounts must show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed the profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by profits carried forward and distributable reserves, and reduced by losses carried forward and sums to be allocated to the Legal Reserve;
- (iii) within two (2) months of the date of the interim accounts, the Board must resolve to distribute the interim dividends; and
- (iv) taking into account the assets of the Company, the rights of the Company's creditors must not be threatened by the distribution of an interim dividend.

If the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the Board has the right to claim the reimbursement of dividends not corresponding to profits actually earned and the shareholders must immediately refund the excess to the Company if so required by the Board.

## VI. Dissolution - Liquidation

16.1. The Company may be dissolved at any time, and shall be dissolved as soon as practicable following the sale by the Company of all its shares in any investee company of the Company, by a resolution of the shareholders adopted with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital. The shareholders

shall appoint one or more liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation, and shall determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators shall have full power to realise the Company's assets and pay its liabilities.

16.2. The surplus (if any) after realisation of the assets and payment of the liabilities shall, subject to the terms of the Shareholders' Agreement, be distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

## VII. General provisions

17.1. Notices and communications may be made or waived, Managers' Circular Resolutions and Written Shareholders Resolutions may be evidenced, in writing, by fax, email or any other means of electronic communication.

17.2. Powers of attorney may be granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager, in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

17.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements for being deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers' Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference or the Written Shareholders' Resolutions, as the case may be, may appear on one original or several counterparts of the same document, all of which taken together shall constitute one and the same document.

17.4. All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the applicable law and, subject to any non-waivable provisions of the law, with any agreement entered into by the shareholders from time to time.

### *Transitional provision*

The Company's first financial year shall begin on the date of this deed and shall end on the thirty-first (31) of March 2017.

### *Definitions*

Board Approval Matters means the matters set out in Article 8.4;

Law means the Luxembourg law on commercial companies, dated 10 August 1015, as amended;

LCPII means LCPII SPV VIII L.P. an exempted limited partnership incorporated under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at c/o Walkers Corporate Limited, Cayman Corporate Center, 27 Hospital Road, George Town, Grand Cayman KY7-9008, Cayman Islands, registered with the Registrar of Limited Partnerships of the Cayman Islands under number 85098

Nominating Shareholders means each of Vis Mundi Ltd and Puerto Azul Holdings Limited;

Permanent Bad Leaver Event means where the appointed representative of the Nominating Shareholders, as notified to the Board on the incorporation date of the Company:

(i) ceases to remain the appointed representative of the Nominating Shareholders (other than for reasons of temporary substitution); or

(ii) ceases to act as CEO of Vis Mundi Limited; or

(iii) in respect of his position as CEO of any investee company of the Company:

(a) has, prior to the third anniversary of the Company's investment in such investee company, voluntarily resigned (without the consent of the Board); or

(b) has been removed from his position for breach of contract, wilful misconduct, gross negligence or fraud; or

(c) is unable to perform this function due to a temporary (x) disability (y) medical or (z) other, condition which persists for a period in excess of six (6) months from the date on which the appointed representative initially became unable to perform this function;

Shareholder Reserved Matters means those matters listed in Article 11.3;

Shareholders' Agreement means any shareholders' agreement entered into between the shareholders and the Company from time to time;

Vis Mundi means Vis Mundi Ltd, a limited liability company incorporated under the laws of the British Virgin Islands, having its registered office at Trident Chambers, P.O.Box 146, Road Town, Tortola, British Virgin Islands, incorporated under the BVI Business Companies Act under incorporation number 1802849.

### *Subscription and payment*

1 LCPII-SPV VIII L.P., represented as stated above, subscribes for one million two hundred and eleven thousand five hundred and fifty seven (1,211,557.-) shares in registered form, having a nominal value of one United States dollar cent (USD 0,01.-) each, and agrees to pay them in full by a contribution in cash of twelve thousand one hundred and fifteen United States dollars and fifty seven United States dollar cents (USD 12,115.57-) allocated to the capital account of the Company;

2 Al Seer Group LLC, represented as stated above, subscribes for four hundred and sixty two thousand seven hundred and seventy (462,770.-) shares in registered form, having a nominal value of one United States dollar cent (USD 0,01.-)



each, and agrees to pay them in full by a contribution in cash of four thousand six hundred and twenty seven United States dollars and seventy United States dollar cents (USD 4,627.70-) allocated to the capital account of the Company;

3 Vis Mundi Ltd, represented as stated above, subscribes for one hundred and nine thousand seven hundred and seventy (109,770.-) shares in registered form, having a nominal value of one United States dollar cent (USD 0,01.-) each, and agrees to pay them in full by a contribution in cash of one thousand and ninety seven United States dollars and seventy United States dollar cents (USD 1,097.70.-) allocated to the capital account of the Company;

4 Puerto Azul Holdings Limited, represented as stated above, subscribes for two hundred and four thousand three hundred and thirty four (204,334.-) shares in registered form, having a nominal value of one United States dollar cent (USD 0,01.-) each, and agrees to pay them in full by a contribution in cash of two thousand and forty three United States dollars and thirty-four United States dollar cents (USD 2,043.34-) allocated to the capital account of the Company;

5 Salameh Sweis, represented as stated above, subscribes for eleven thousand five hundred and sixty nine (11,569.-) shares in registered form, having a nominal value of one United States dollar cent (USD 0,01.-) each, and agrees to pay them in full by a contribution in cash of one hundred and fifteen United States dollars and sixty nine United States dollar cents (USD 115.69-) allocated to the capital account of the Company.

LCPII-SPV VIII L.P., Al Seer Group LLC, Vis Mundi Ltd, Puerto Azul Holdings Limited and Salameh Sweis are together referred to as the Shareholders and individually as a Shareholder.

#### *Costs*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately one thousand five hundred euros (EUR 1500.-).

#### *Resolutions of the shareholders*

Immediately after the incorporation of the Company, the Shareholders, representing the entire subscribed capital, adopted the following resolutions:

1 The following persons are appointed as class A managers of the Company for an indefinite period:

(i) Severine Barrois born in Metz, France, on 28 April 1977, with professional address 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, and

(ii) Vincent Cointepas born in Blois, France, on 16 July 1985, with professional address 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

2 The following persons are appointed as class B managers of the Company for an indefinite period:

(i) Naji Rachid, born in Batloun, Lebanon on 28 January 1976, with address at Shoreline building 9, Apartment 205, Palm Jumeira, Dubai, UAE,

(ii) Salameh Sweis, born in Amman, Jordan, on 20 August 1974, with address at 83, Al-Heeba Street, Umm Suqeim 1, Dubai, UAE.

3 The registered office of the Company is located at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

#### *Declaration*

The undersigned notary, who understands and speaks English, states at the request of the appearing parties that this deed is drawn up in English, followed by a German version, and that in the case of discrepancies, the English version prevails.

This notarial deed is drawn up in Ettelbrück, on the date stated above.

After reading this deed aloud, the notary signs it with the authorised representative of the appearing parties.

#### **Folgt die Deutsche Übersetzung des Vorstehenden Textes**

Im Jahre zweitausendsechszehn, am achtzehnten Tag des Monats Mai,

sind vor dem unterzeichnenden Notar Elisabeth Reinard, mit Amtssitz in Ettelbrück, Großherzogtum Luxemburg

#### **ERSCHIENEN:**

1 LCPII-SPV VIII L.P., eine befreite begrenzte Partnerschaft gegründet nach Recht der Kaimaninseln, mit Gesellschaftssitz in c/o Walkers Corporate Limited, Kaimaninseln eingetragen beim Register der begrenzten Partnerschaften der Kaimaninseln unter der Nummer 85098,

vertreten durch Nadine Closter, Notariatsgehilfe, mit Berufsadresse in Ettelbrück, aufgrund einer Vollmacht welche in Dubai am 12. Mai 2016 erteilt wurde,

2 Al Seer Group LLC, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung gegründet nach Recht der Vereinigten Arabischen Emirate, mit Gesellschaftssitz in Spinney's building, al Mankhool road, Ali Seed Juma Al Bawardi office, P.O. Box 6647, Dubai, Vereinigte Arabische Emirate, eingetragen beim Amt für wirtschaftliche Entwicklung der Vereinigten Arabischen Emirate unter der Lizenz-Nummer 521703 und unter der Handelsregisternummer 55390,

vertreten durch Nadine Closter, Notariatsgehilfe, mit Berufsadresse in Ettelbrück, aufgrund einer Vollmacht welche in Dubai am 10. Mai 2016 erteilt wurde,

3 Vis Mundi Ltd, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung gegründet nach Recht der Britischen Jungferninseln, mit Gesellschaftssitz in Trident Chambers, P.O. Box 146, Road Town, Tortola, Britische Jungferninseln, eingetragen nach dem BVI Business Companies Gesetz unter der Nummer 1802849,

vertreten durch Nadine Closter, Notariatsgehilfe, mit Berufsadresse in Ettelbrück, aufgrund einer Vollmacht welche in Dubai am 12. Mai 2016 erteilt wurde,

4 Puerto Azul Holdings Limited, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung gegründet nach Recht der Britischen Jungferninseln, mit Gesellschaftssitz in Trident Chambers, P.O. Box 146, Road Town, Tortola, Britische Jungferninseln, eingetragen nach dem BVI Business Companies Gesetz unter der Nummer 1746261,

vertreten durch Nadine Closter, Notariatsgehilfe, mit Berufsadresse in Ettelbrück, aufgrund einer Vollmacht welche in Dubai am 12. Mai 2016 erteilt wurde, und

5 Salameh Sweis, geboren in Amman, Jordanien am 20. August 1974, mit Geschäftsadresse in 83, Al-Heeba Street, Umm Suqeim 1, Dubai, Vereinigte Arabische Emirate,

vertreten durch Nadine Closter, Notariatsgehilfe, mit Berufsadresse in Ettelbrück, aufgrund einer Vollmacht welche in Dubai am 12. Mai 2016 erteilt wurde.

Nach ne varietur Unterzeichnung von dem Stellvertreter der erschienenen Parteien und dem unterzeichnenden Notar, werden die besagten Vollmachten der vorliegenden Urkunde zur Registrierung beigelegt.

Die erschienenen Parteien, vertreten wie oben dargestellt, haben den unterzeichneten Notar ersucht, die Gründungssatzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), welche hiermit gegründet wird, wie folgt zu beurkunden.

## **I. Firma - Gesellschaftssitz - Gesellschaftszweck - Dauer**

**Art. 1. Firma.** Die Firma der Gesellschaft lautet „Consumer Brands Enterprise“ (die Gesellschaft). Die Gesellschaft ist eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) und unterliegt den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg, insbesondere den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften in seiner derzeit geltenden Fassung (das Gesetz) und der hier vorliegenden Gesellschaftssatzung (die Satzung).

### **Art. 2. Gesellschaftssitz.**

2.1. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg, im Großherzogtum Luxemburg. Der Sitz der Gesellschaft kann durch Beschluss des Geschäftsführungsrates der Gesellschaft an einen anderen Ort innerhalb der Gemeinde verlegt werden. Der Sitz der Gesellschaft kann durch Beschluss der Gesellschafter in Übereinstimmung mit den Bestimmungen über die Satzungsänderung an jeden anderen Ort des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

2.2. Filialen, Zweigniederlassungen und andere Geschäftsräume können im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland durch einen Beschluss des Geschäftsführungsrates errichtet werden. Wenn der Geschäftsführungsrat feststellt, dass außergewöhnliche politische oder militärische Entwicklungen oder Ereignisse bestehen oder vorauszusehen sind und dass diese Entwicklungen oder Ereignisse die normale Geschäftstätigkeit der Gesellschaft am Gesellschaftssitz oder die Verbindung zwischen diesem Gesellschaftssitz und Personen außerhalb behindern können, kann der Sitz bis zur vollständigen Wiederherstellung des ursprünglichen Zustandes vorübergehend ins Ausland verlegt werden, bis die fraglichen Entwicklungen oder Ereignisse vollständig beendet sind. Derartige vorübergehende Maßnahmen haben keinen Einfluss auf die Nationalität der Gesellschaft, die ungeachtet einer vorübergehenden Verlegung des Gesellschaftssitzes eine in Luxemburg gegründete Gesellschaft bleibt.

### **Art. 3. Gesellschaftszweck.**

3.1. Zweck der Gesellschaft ist die Akquisition (durch Zeichnung, Kauf, Tausch oder auf irgend andere Weise) von Beteiligungen an in- oder ausländischen privat geführten Gesellschaften oder Unternehmen jeder Art durch Anteile, Aktien und andere Wertpapiere, Anleihen, ungesicherte Obligationen, Einlagezertifikate und andere Schuldtitel, die von öffentlichen oder privaten Rechtspersonlichkeiten jeder Art ausgegeben werden. Die Gesellschaft kann sich an der Gründung, Entwicklung, Verwaltung und Aufsicht einer jeden Gesellschaft oder eines jeden Unternehmens beteiligen. Des Weiteren kann sie in den Erwerb und die Verwaltung eines Patentbestandes oder anderer geistiger Eigentumsrechte jeder Art oder jeden Ursprungs investieren.

3.2. Die Gesellschaft darf auch verbundenen und nicht-verbundenen Unternehmen professionelle Geschäftsberatungen, einschließlich Strategie-, Management- und Geschäftsberatung anbieten.

3.3. Die Gesellschaft kann Darlehen jeglicher Art aufnehmen, ausgenommen im Wege eines öffentlichen Angebots. Sie kann, jedoch nur durch Privatplatzierungen, Schuldscheine, Anleihen sowie jegliche Art von Schuldtitel und Dividendepapiere ausgeben. Die Gesellschaft kann Geldmittel, einschließlich und uneingeschränkt, die Erträge aus Kreditverbindlichkeiten an ihre Zweigniederlassungen, Tochtergesellschaften und andere Gesellschaft verleihen. Des Weiteren kann die Gesellschaft in Bezug auf ihr gesamtes oder nur einen Teil ihres Vermögens Sicherheiten leisten, verpfänden, übertragen, belasten oder auf andere Weise Sicherheiten bestellen und gewähren, um ihren eigenen Verpflichtungen und solchen anderer Gesellschaften nachzukommen und im Allgemeinen zu ihrem eigenen Vorteil und zum Vorteil jeder anderen Gesellschaft oder Person, abgesehen davon, dass die Gesellschaft nicht als Bürge für irgendeinen Gesellschafter gegenüber Dritten oder irgend anderen Parteien agiert. Um Unstimmigkeiten auszuschließen, ist die Gesellschaft nicht dazu befugt ohne die erforderliche Genehmigung reglementierte Tätigkeiten in Bezug auf den Finanzsektor auszuüben.

3.4. Die Gesellschaft ist befugt sich jeglicher Verfahren und Mittel zu bedienen, um ihre Investition effizient zu verwalten und um sich gegen Kredit-, Wechselkurseinwirkungs-, Zinssatz- und andere Risiken abzusichern.

3.5. Die Gesellschaft ist befugt alle gewerbliche, finanzielle oder industrielle Tätigkeiten und Transaktionen in Bezug auf Immobilien und bewegliches Vermögen durchzuführen, welche sich mittelbar oder unmittelbar auf den Geschäftszweck beziehen lässt oder diesen fördert.

#### **Art. 4. Dauer.**

4.1. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Dauer gegründet.

4.2. Die Gesellschaft wird nicht aufgrund eines Todesfalles, der Aufhebung von Bürgerrechten, Rechtsunfähigkeit, Insolvenz, Konkurs oder einem ähnlichen Vorkommnis, welches einen oder mehrere Gesellschafter betrifft, aufgelöst.

## **II. Kapital - Geschäftsanteile**

#### **Art. 5. Kapital.**

5.1. Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt zwanzigtausend United States Dollars (USD 20,000.-), bestehend aus zwei Millionen (2,000,000) Geschäftsanteilen mit einem Nennwert von einem United States Dollar Cent (USD 0.01).

5.2. Das Stammkapital der Gesellschaft kann einmalig oder mehrfach durch Beschluss der Gesellschafter in Übereinstimmung mit den vorgeschriebenen Bedingungen für Satzungsänderungen erhöht oder vermindert werden.

#### **Art. 6. Geschäftsanteile.**

6.1. Die Geschäftsanteile sind unteilbar und die Gesellschaft lässt nur einen (1) Eigentümer pro Geschäftsanteil zu.

6.2. Hat die Gesellschaft nur einen Alleingesellschafter, so sind die Geschäftsanteile an Dritte frei übertragbar.

6.3. Hat die Gesellschaft mehr als einen Gesellschafter, bedarf die Übertragung von Geschäftsanteilen (inter vivos) an Dritte oder an andere Gesellschafter der vorherigen Zustimmung der Gesellschafter, welche mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals der Gesellschaft vertreten müssen.

6.4. Die Übertragung von Geschäftsanteilen aufgrund eines Todesfalles an Dritte bedarf der Zustimmung der anderen Gesellschafter, welche drei Viertel der Rechte der Überlebenden vertreten.

6.5. Eine Anteilsübertragung ist gegenüber der Gesellschaft oder Dritten nur wirksam, wenn eine solche gemäß Artikel 1690 des luxemburgischen Bürgerlichen Gesetzbuches gegenüber der Gesellschaft angezeigt oder von dieser anerkannt wurde.

6.6. Am Sitz der Gesellschaft wird ein Gesellschafterregister geführt, welches auf Anfrage eines jeden Gesellschafters eingesehen werden kann.

6.7. Die Gesellschaft kann ihre eigenen Geschäftsanteile zurückkaufen, vorausgesetzt:

- (a) die Gesellschaft verfügt über ausreichende ausschüttbare Reserven; oder
- (b) der Rückkauf beruht auf einer Herabsetzung des Gesellschaftskapitals.

6.8. Bei jeder Ausgabe neuer Geschäftsanteile durch die Gesellschaft, muss die Gesellschaft zuerst den gegenwärtigen Gesellschafter die Zeichnung von neu ausgegebenen Geschäftsanteilen in der Anzahl anbieten, die dem jeweiligen pro rata Anteil des Gesellschafter an der neu ausgegebenen Geschäftsanteilen entspricht. Alle neu ausgegebenen Geschäftsanteile, die nicht von einem Gesellschafter aufgrund seines Vorwegzeichnungsrechts gezeichnet wurden, werden für eine Zuteilung an jedwede andere gegenwärtige Gesellschafter oder einen oder mehrere Dritte, die keine Geschäftsanteile halten, verfügbar sein.

6.9. Die Gesellschaft wird zu jeder Zeit verpflichtet sein, sich an jede Einschränkung zur Übertragung von Geschäftsanteilen nach der Gesellschaftervereinbarung zu halten.

## **III. Verwaltung - Stellvertretung**

#### **Art. 7. Bestellung und Abberufung von Geschäftsführern.**

7.1. Die Geschäftsführer werden durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung bestellt, welcher auch ihre Amtszeit festlegt.

7.2. LCPII hat das Recht zu jeder Zeit und von Zeit zu Zeit die Ernennung oder die Absetzung von einem (1) Klasse B Geschäftsführer der Gesellschaft vorzuschlagen. Für eine Ernennung soll LCPII der Hauptversammlung eine Namensliste der zur Ernennung vorgeschlagenen Personen vorlegen. Diese Namensliste muss mindestens einen Namen mehr enthalten, als die Zahl der Geschäftsführer die zur Ernennung vorgeschlagen sind.

7.3. Vis Mundi hat das Recht zu jeder Zeit und von Zeit zu Zeit die Ernennung oder die Absetzung von einem (1) Klasse B Geschäftsführer der Gesellschaft vorzuschlagen. Für eine Ernennung soll Vis Mundi der Hauptversammlung eine Namensliste der zur Ernennung vorgeschlagenen Personen vorlegen. Diese Namensliste muss mindestens einen Namen mehr enthalten, als die Zahl der Geschäftsführer, die zur Ernennung vorgeschlagen sind.

7.4. Die Geschäftsführer müssen keine Gesellschafter der Gesellschaft sein.

7.5. Die Geschäftsführer können zu jedem Zeitpunkt, mit oder ohne Grund, durch Beschluss von der Hauptversammlung abberufen werden.

## Art. 8. Geschäftsführungsrat.

8.1. Die Geschäftsführer bilden einen Geschäftsführungsrat (der Rat), der die folgende Zahl von Mitgliedern und Klassen enthält:

- zwei (2) Klasse A Geschäftsführer; und
- zwei (2) Klasse B Geschäftsführer.

### 8.2. Befugnisse des Geschäftsführungsrates

(i) Sämtliche Befugnisse, welche nicht ausdrücklich per Gesetz oder durch die Satzung dem/den Gesellschafter(n) vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Rates, welcher befugt ist, jegliche Handlungen und Tätigkeiten auszuführen und zu genehmigen, die mit dem Gesellschaftszweck im Einklang sind.

(ii) Der Rat kann besondere und eingeschränkte Vollmachten für bestimmte Angelegenheiten an einen oder mehrere Handlungsbevollmächtigte übertragen. Der Rat kann auch Ausschüsse einsetzen, die für alles was der Rat ihnen von Zeit zu Zeit delegiert, zuständig sind.

(iii) Der Rat kann sich von Personen außerhalb des Rates, einschließlich (ohne Begrenzung) von Fachleuten in Rechnungslegung und Rechtswesen sowie von Unternehmerpersönlichkeiten mit einschlägigem Fachwissen beraten lassen, unter der Massgabe dass der Rat nicht verpflichtet ist, den Rat zu befolgen.

### 8.3. Verfahren

(i) Auf Antrag eines Geschäftsführers findet eine Ratssitzung an einem im Einberufungsschreiben festgesetzten Ort, grundsätzlich aber in Luxemburg, statt.

(ii) Eine schriftliche Bekanntmachung einer jeden Versammlung des Rates geht allen Geschäftsführern spätestens vierundzwanzig (24) Stunden vor der Versammlung zu, es sei denn es liegt ein Notfall vor, dessen Art und Umstand sodann in der Bekanntmachung darzulegen sind.

(iii) Eine Bekanntmachung ist nicht erforderlich, wenn alle Mitglieder des Rates bei der Versammlung anwesend oder vertreten sind und jeder von ihnen erklärt, dass ihm die Tagesordnung der Versammlung vollständig bekannt ist. Auf eine Bekanntmachung kann ein Geschäftsführer zudem entweder vor oder nach der Sitzung freiwillig verzichten. Gesonderte schriftliche Bekanntmachungen sind nicht erforderlich, wenn es sich um eine Versammlung handelt, welche örtlich und zeitlich im Voraus in einem Terminplan angekündigt wurde, welcher durch den Rat verabschiedet wurde.

(iv) Ein Geschäftsführer kann einem anderen Geschäftsführer eine Vollmacht erteilen, um sich bei Versammlung des Rates vertreten zu lassen.

(v) Der Rat ist nur tagungs- und beschlussfähig, wenn alle Mitglieder des Rates anwesend oder vertreten sind.

(vi) Die Beschlüsse des Rates sind wirksam, wenn sie mit einstimmigen Zustimmung aller Geschäftsführern getroffen wurden.

(vii) Die Beschlüsse des Rates werden in Sitzungsprotokollen festgehalten, welche vom Vorsitzenden der Versammlung oder, wenn kein Vorsitzender bestimmt wurde, von allen bei der Sitzung anwesenden und vertretenen Geschäftsführern unterzeichnet werden.

(viii) Jeder Geschäftsführer kann per Telefon- oder Videokonferenz oder durch jedes andere, vergleichbare Kommunikationsmittel an einer Versammlung des Rates teilnehmen, welches es allen Teilnehmern der Versammlung ermöglicht, einander zu identifizieren, zu hören und miteinander zu kommunizieren. Eine solche Teilnahme ist einer persönlichen Teilnahme an einer ordnungsgemäß einberufenen und gehaltenen Versammlung gleichzusetzen.

(ix) Beschlüsse in Textform, welche von allen Geschäftsführern unterzeichnet sind (Zirkularbeschlüsse der Geschäftsführer), sind genauso gültig und verbindlich wie ein Beschluss, der in einer ordentlich einberufenen und abgehaltenen Versammlung des Rates gefasst wurde und tragen das Datum der zuletzt hinzugefügten Unterschrift.

### 8.4. Ratsentscheidungsangelegenheiten

Zusätzlich zu seinen üblichen Angelegenheiten wird der Rat in den folgenden Angelegenheiten zustimmen (die Ratsentscheidungsangelegenheiten):

(i) der Verkauf von allen oder wesentlich allen Vermögensgegenständen der Gesellschaft (außer im Kontext eines gemeinsamen Verkaufsprozesses, welcher gemäß einer Gesellschaftervereinbarung betreffend eines Beteiligungsunternehmens der Gesellschaft durchgeführt wurde),

(ii) der Erwerb von Geschäftsanteilen, Beteiligungen und Anteilen durch die Gesellschaft in andere Gesellschaften oder Unternehmen,

(iii) jegliche Geschäfte mit nahe stehenden Parteien,

(iv) Ernennung des Domizilierungsagenten (domiciliation agent) und/oder des Verwalters der Gesellschaft.

### 8.5. Vertretung

(i) Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten in allen Angelegenheiten durch die gemeinschaftliche Unterschrift aller Geschäftsführer gebunden.

(ii) Die Gesellschaft wird ebenfalls gegenüber Dritten durch die Unterzeichnung der durch den Rat mit Spezialvollmachten ausgestatteten Personen gebunden.

**Art. 9. Alleiniger Geschäftsführer.** Wird die Gesellschaft von einem einzelnen Geschäftsführer verwaltet, ist jede oben genannte Bestimmung welche für den Geschäftsführungsrat, die Geschäftsführer oder einen Geschäftsführer gilt, auch auf den einzelnen Geschäftsführer sinngemäß anzuwenden.

**Art. 10. Haftung der Geschäftsführer.** Die Geschäftsführer sind aufgrund ihres Amtes nicht persönlich haftbar für Verbindlichkeiten, die sie im Namen der Gesellschaft wirksam eingegangen sind, vorausgesetzt, dass solche Verbindlichkeiten in Übereinstimmung mit den Bestimmungen der Satzung sowie den gesetzlichen Vorschriften stehen.

#### IV. Gesellschafter

##### Art. 11. Hauptversammlung und Zirkularbeschlüsse der Gesellschafter.

###### 11.1. Vollmachten und Stimmrechte

(i) Beschlüsse der Gesellschafter werden in einer Versammlung der Gesellschafter (jede eine Hauptversammlung) gefasst, es sei denn sie werden in Übereinstimmung mit Artikel 11.1. (ii) gefasst.

(ii) Bei weniger als fünfundzwanzig (25) Gesellschaftern können Gesellschafterbeschlüsse schriftlich gefasst werden (Schriftliche Gesellschafterbeschlüsse).

(iii) Jedes Geschäftsanteil gewährt eine (1) Stimme.

###### 11.2. Bekanntmachung, Beschlussfähigkeit, Mehrheit der Stimmen und Wahlverfahren

(i) Die Gesellschafter können durch den Rat zur Hauptversammlung einberufen werden. Der Rat muss eine Hauptversammlung auf Anfrage von LCPII, Vis Mundi oder von Gesellschaftern, welche mehr als ein Zehntel (1/10) des Gesellschaftskapitals darstellen, innerhalb von sieben (7) Tagen nach dem Empfang des Antragsformulars einberufen.

(ii) Eine schriftliche Bekanntmachung einer jeden Hauptversammlung geht allen Gesellschaftern spätestens fünf (5) Tage im Voraus zu, es sei denn es liegt ein Notfall vor, dessen Art und Umstand sodann in der Bekanntmachung dazulegen sind.

(iii) Die Hauptversammlung findet an dem in der Bekanntmachung genannten Ort und Zeit statt.

(iv) Bei jeder Hauptversammlung die nicht vor einem luxemburgischen Notar stattfindet, ernennen die Gesellschafter einen Sekretär, der das Protokoll der Hauptversammlung führt. Das Protokoll der Hauptversammlung, beziehungsweise die notarielle Urkunde wird innerhalb einer (1) Woche nach der Hauptversammlung an die Gesellschafter übertragen.

(v) Die Hauptversammlung kann ohne vorherige Bekanntmachung abgehalten werden, wenn alle anwesenden oder vertretenen Gesellschafter erklären, dass ihnen die Tagesordnung bekannt ist und sie sich selbst als ordnungsgemäß einberufen betrachten.

(vi) Eine Hauptversammlung ist beschlussfähig, vorausgesetzt, dass sowohl Vis Mundi und LCPII (in beiden Fällen durch ihre ordnungsgemäß bevollmächtigten Vertreter) anwesend oder vertreten sind.

(vii) Ein Gesellschafter kann einer anderen Person, bei welcher es sich nicht um einen Gesellschafter handeln muss, eine schriftliche Vollmacht erteilen, um von dieser bei der Hauptversammlung vertreten zu werden.

(viii) Außer wenn Beschlüsse nach Eintritt eines Permanent Bad Leaver Events getroffen werden und abgesehen von den Entscheidungen, die gesetzlich entweder einstimmig oder mit einer zahlenmäßigen Mehrheit von den Gesellschaftern, die mindestens drei Viertel des Stammkapitals vertreten, getroffen werden müssen, werden alle Beschlüsse der Hauptversammlungen durch Gesellschafter getroffen, die mindestens fünfundsiebzig Prozent (75%) des Stammkapitals darstellen.

(ix) Falls Beschlüsse nach Eintritt eines Permanent Bad Leaver Events getroffen werden, werden die in den Hauptversammlungen zu fassenden Beschlüsse von den Gesellschaftern getroffen, welche mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals darstellen, es sei denn es handle sich um Gesellschaftervorbehaltsangelegenheiten (sowie in Artikel 11.3. vorgesehen) oder es sei gesetzlich anders geregelt. Wird eine solche Mehrheit bei der ersten Hauptversammlung nicht erreicht, werden die Gesellschafter per Einschreiben zu einer zweiten Hauptversammlung geladen und die Beschlüsse werden sodann aufgrund der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst, unbeschadet der Quote des vertretenen Gesellschaftskapitals.

(x) Die Satzung kann mit Zustimmung der Mehrheit der Gesellschafter, welche mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten, abgeändert werden.

(xi) Jede Änderung der Nationalität der Gesellschaft und jede Erhöhung der Verpflichtungen eines Gesellschafters gegenüber der Gesellschaft erfordert die einstimmige Zustimmung aller Gesellschafter.

(xii) Wenn Beschlüsse schriftlich getroffen werden, schickt der Rat den Text dieser Beschlüssen an alle Gesellschafter. Die Gesellschafter wählen dann schriftlich und schicken der Gesellschaft ihre Stimme zurück, innerhalb der Zeitperiode, die vom Rat beschlossen wurde. Jeder Geschäftsführer hat das Recht die Stimmen zu zählen.

(xiii) Schriftliche Gesellschafterbeschlüsse werden mit den oben genannten Mehrheiten gefasst und tragen das Datum der letzten Unterschrift, welche vor dem Auslaufen der vom Rat gesetzten Frist eingeht.

###### 11.3. Gesellschaftervorbehaltsangelegenheiten

Über die folgenden „Gesellschaftervorbehaltsangelegenheiten“, abgesehen von den Entscheidungen, die gesetzlich entweder einstimmig oder mit einer zahlenmäßigen Mehrheit von den Gesellschaftern, die mindestens drei Viertel des Stammkapitals vertreten, getroffen werden müssen, werden in Hauptversammlungen entschieden durch Gesellschafter, die mindestens fünfundsiebzig Prozent (75%) des Stammkapitals der Gesellschaft vertreten:

(i) irgendwelche Gesellschaftsumstrukturierung, Verschmelzung, Spaltung in denen die Gesellschaft beteiligt ist, es sei denn, es sei anders in der Gesellschaftervereinbarung geregelt;

(ii) Auflösung oder Liquidation der Gesellschaft;

(iii) Ernennung von Abschlussprüfern.

11.4. Zusätzlich zu jeglichen Zustimmungen, die der Rat nach dem Gesetz oder nach dieser Satzung geben muss, werden die Gesellschafter sich treffen, um den Ratsentscheidungsangelegenheiten zuzustimmen, insofern eine solche Gesellschafterzustimmung nicht anders vom Gesetz erfordert ist.

**Art. 12. Alleingesellschafter.** Sofern die Gesellschaft auf einen (1) Gesellschafter reduziert wird:

(i) übt dieser alle Befugnisse aus, welche der Hauptversammlung durch das Gesetz verliehen wurden;

(ii) Bezugnahmen innerhalb dieser Satzung auf die Gesellschafter, die Hauptversammlung oder die Schriftlichen Gesellschafterbeschlüsse gelten entsprechend für den Alleingesellschafter oder die von ihm gefassten Beschlüsse;

(iii) die von dem Alleingesellschafter gefassten Beschlüsse sind schriftlich zu verfassen.

## V. Jahresabschluss - Gewinnverteilung - Aufsicht

**Art. 13. Geschäftsjahr und Genehmigung des Jahresabschlusses.**

13.1. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten (1) April und endet am einunddreißigsten (31) März eines jeden Jahres.

13.2. Der Rat erstellt jedes Jahr die Bilanz und die Gewinn- und Verlustkonten der Gesellschaft gemeinsam mit einer Bestandsliste, welche die Aktiva und Passiva der Gesellschaft wiedergibt mit einem Anhang welcher alle Verpflichtungen der Gesellschaft, die Verbindlichkeiten der Geschäftsführer und der Gesellschafter gegenüber der Gesellschaft zusammenfasst.

13.3. Ein jeder Gesellschafter kann die Bestandsliste und die Bilanz am Sitz der Gesellschaft einsehen.

13.4. Die Bilanz und die Gewinn- und Verlustkonten müssen wie folgt genehmigt werden:

(i) falls die Anzahl der Gesellschafter der Gesellschaft fünfundzwanzig (25) nicht überschreitet, innerhalb von sechs (6) Monaten nach Beendigung des gegebenen Geschäftsjahres entweder (a) in der jährlichen Hauptversammlung (wenn eine solche stattfindet) oder (b) im Wege von Schriftlichen Gesellschafterbeschlüssen; oder

(ii) bei mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschaftern, innerhalb von sechs (6) Monaten nach Beendigung des gegebenen Geschäftsjahres.

13.5. Falls die Anzahl der Gesellschafter der Gesellschaft fünfundzwanzig (25) überschreitet findet die jährliche Hauptversammlung jährlich am zweiten Montag im September um zehn Uhr am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen Ort innerhalb der Gemeinde des Gesellschaftssitzes statt, sowie es in der schriftlichen Bekanntmachung angegeben ist. Falls der Tag kein Geschäftstag in Luxemburg ist, findet die jährliche Hauptversammlung am nachfolgenden Geschäftstag statt.

**Art. 14. Wirtschaftsprüfer.**

14.1. Sofern dies vom Gesetz vorgeschrieben ist, wird der Betrieb der Gesellschaft von einem oder mehreren genehmigten externen Wirtschaftsprüfer(n) (*réviseur d'entreprises agréé*) kontrolliert. Die Hauptversammlung ernennt die genehmigten externen Wirtschaftsprüfer (*réviseur d'entreprises agréé*), wenn es diese gibt, und bestimmt deren Anzahl, Vergütung und Amtszeit.

14.2. Falls die Anzahl der Gesellschafter der Gesellschaft fünfundzwanzig (25) überschreitet, werden die Geschäfte der Gesellschaft durch einen oder mehrere Wirtschaftsprüfer(n) (*commissaires*) überprüft, es sei denn, das Gesetz würde die Ernennung eines oder mehrerer genehmigten externen Wirtschaftsprüfer(n) (*réviseur d'entreprises agréé*) vorschreiben. Die Wirtschaftsprüfer können auf der jährlichen Hauptversammlung wiederernannt werden. Sie müssen keine Gesellschafter sein.

**Art. 15. Gewinnausschüttung.**

15.1. Fünf Prozent (5%) des jährlichen Nettogewinns der Gesellschaft werden der gesetzlich vorgeschriebenen Rücklage zugeführt (die Gesetzliche Rücklage). Diese Rücklageeinzahlungspflicht besteht nicht mehr, sobald die Gesetzliche Rücklage zehn Prozent (10%) des Stammkapitals der Gesellschaft erreicht hat.

15.2. Die Gesellschafter bestimmen die Verteilung des Überschusses des jährlichen Nettogewinns. Sie können, in Übereinstimmung mit den geltenden gesetzlichen Regelungen, mit dem Überschuss eine Dividendenausschüttung vornehmen, diesen auf ein Rücklagenkonto einzahlen oder als Gewinn vortragen.

15.3. Abschlagsdividenden können jederzeit unter folgenden Bedingungen ausgeschüttet werden:

(i) ein Zwischenabschluss wird vom Rat angefertigt;

(ii) dieser Zwischenabschluss zeigt, dass ausreichend Gewinne und andere Reserven (inklusive Aktienagio) zur Ausschüttung zur Verfügung stehen; es wird allgemein angenommen, dass der auszuschüttende Betrag, die seit dem Ende des vorhergehenden Geschäftsjahres erzielten Gewinne, für welches die Jahresabschlüsse bereits verabschiedet wurden, erhöht um die vorgetragenen Gewinne und auszuschüttenden Rücklagen, vermindert um die vorgetragenen Verluste und die der gesetzlichen Rücklage zuzuführenden Beträge, nicht übersteigen darf;

(iii) die Entscheidung zur Ausschüttung der Abschlagsdividenden muss durch den Rat innerhalb von zwei (2) Monaten ab dem Tag des Zwischenabschlusses getroffen werden; und

(iv) unter Einbeziehung der Aktiva der Gesellschaft dürfen die Rechte der Gläubiger der Gesellschaft nicht durch die Zwischenausschüttung gefährdet werden.

Falls die gezahlten Abschlagsdividenden die Ende des Geschäftsjahres zur Ausschüttung zur Verfügung stehenden Gewinne überschreitet, hat der Rat das Recht, die Abschlagsdividenden welche nicht tatsächlich erzielten Gewinnen entsprechen, zurückzufordern und die Gesellschafter müssen sofort auf Anfrage des Rates den Überschuss an die Gesellschaft zurückerstatten.

## VI. Auflösung - Liquidation

16.1 Die Gesellschaft kann jederzeit durch einen Beschluss der Mehrheit der Gesellschafter, welche mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten, aufgelöst werden und wird, sobald wie möglich nach dem Verkauf von den Geschäftsanteilen in jeglichem Beteiligungsunternehmen der Gesellschaft durch die Gesellschaft aufgelöst. Die Gesellschafter ernennen einen (1) oder mehrere Liquidatoren, bei welchen es sich nicht um Gesellschafter handeln muss, zwecks Durchführung der Auflösung und bestimmen ihre Anzahl, Befugnisse und Vergütung. Vorbehaltlich anderweitiger Entscheidungen durch die Gesellschafter, haben die Liquidatoren die Befugnis, die Aktiva zu veräußern und die Verbindlichkeiten der Gesellschaft zu erfüllen.

16.2. Der Mehrwert (falls es einen gibt) nach der Veräußerung der Aktiva und Erfüllung der Verbindlichkeiten wird, sowie es in der Gesellschaftervereinbarung vorgesehen ist, unter den Gesellschaftern im Verhältnis zu den von ihnen gehaltenen Anteilen aufgeteilt.

## VII. Allgemeine Bestimmungen

17.1. Mitteilungen und Benachrichtigungen können angefertigt oder es kann darauf verzichtet werden, Zirkularbeschlüsse der Geschäftsführer, Schriftliche Gesellschafterbeschlüsse werden schriftlich, durch Telefax, E-Mail oder im Wege anderer elektronischer Kommunikationsmittel dokumentiert.

17.2. Vollmachten können in der oben beschriebenen Weise erteilt werden. Vollmachten im Zusammenhang mit einer Versammlung des Rates können von einem Geschäftsführer, in Übereinstimmung mit den vom Rat genehmigten Bedingungen, erteilt werden.

17.3. Unterschriften können handschriftlich oder aber in elektronischer Form erfolgen, vorausgesetzt es werden alle gesetzlichen Erfordernisse für handschriftliche Unterschriften entsprechend erfüllt. Unterschriften auf Zirkularbeschlüssen der Geschäftsführer, Beschlüsse die in einer Telefon- oder Videokonferenz gefasst werden beziehungsweise schriftliche Gesellschafterbeschlüsse müssen auf dem Original abgegeben werden oder auf mehreren Ausfertigungen desselben Dokuments, welche zusammen ein und dasselbe Dokument bilden.

17.4. Sämtliche nicht ausdrücklich durch die Satzung geregelten Angelegenheiten richten sich nach den entsprechenden Regelungen des Gesetzes und, vorbehaltlich einer jeden unabdingbaren Regelung des Gesetzes, jeder Vereinbarung die die Gesellschafter in der Zwischenzeit eingehen.

### *Übergangsbestimmung*

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tag der Gründung dieser Gesellschaft und endet am 31. März 2017.

### *Definitionen*

Ratsentscheidungsangelegenheiten sind die Angelegenheiten, die im Artikel 8.4 gelistet sind.

Gesetz bedeutet das Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften in seiner derzeit geltenden Fassung.

LCPII bedeutet LP II SPV VIII L.P., eine befreite begrenzte Partnerschaft gegründet nach dem Recht der Kaimaninseln, mit Gesellschaftssitz in c/o Walkers Corporate Limited, Kaimaninseln eingetragen beim Register der begrenzten Partnerschaften der Kaimaninseln unter der Nummer 85098.

Ernennende Gesellschafter bedeutet Vis Mundi Ltd und Puerto Azul Holdings Limited.

Permanent Bad Leaver Event bedeutet: falls ein bestellter Vertreter eines Ernennenden Gesellschafter, der dem Rat am Datum der Gesellschaftsgründung notifiziert wurde:

(i) aufhört, bestellter Vertreter des Ernennenden Gesellschafter zu sein (außer aufgrund vorübergehender Ersetzung), oder

(ii) aufhört in seiner Funktion als CEO von Vis Mundi Limited, oder

(iii) mit Bezug auf seine Stelle als CEO von jeglichen Beteiligungsunternehmen der Gesellschaft:

(a) freiwillig vor dem dritten Jahrestag der Investition der Gesellschaft in jegliche Beteiligungsunternehmen der Gesellschaft ohne Zustimmung des Rates zurückgetreten ist, oder

(b) aufgrund einer Vertragsverletzung, vorsätzlichen Missverhaltens, grober Fahrlässigkeit oder Betrug, von seiner Stelle entlassen wurde, oder

(c) nicht fähig ist, sein Amt auszuüben, aufgrund vorübergehender (x), Behinderung (y), Krankheit (z), oder jeder anderer Bedingung, die mehr als sechs (6) Monate ab Datum des Beginns der Amtsausübungshinderung dauert.

Gesellschaftervorbehaltsangelegenheiten bedeutet die Angelegenheiten, die im Artikel 11.3 gelistet sind.

Gesellschaftervereinbarung bedeutet alle Gesellschaftervereinbarungen, die zwischen den Gesellschaftern und der Gesellschaft von Zeit zu Zeit abgeschlossen wurden.

Vis Mundi bedeutet Vis Mundi Ltd, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung gegründet nach dem Recht der Britischen Jungferninseln, mit Gesellschaftssitz in Trident Chambers, P.O. Box 146, Road Town, Tortola, Britische Jungferninseln, eingetragen nach dem BVI Business Companies Gesetz unter der Nummer 1802849.

#### *Zeichnung und Zahlung*

1. LCPII-SPV VIII L.P., wie vorstehend vertreten, zeichnet eine Million, zweihundertelftausend fünfhundertsiebendundfünfzig (1,211,557) Geschäftsanteile mit einem Nennwert von je einem United States Dollar Cent (USD 0.01) und erklärt die vollständige Bareinlage dieser Geschäftsanteile in Höhe von zwölftausendeinhundertfünfzehn United States Dollars und siebenundfünfzig United States Dollar Cents (USD 12,115.57) zu erbringen,

2. Al Seer Group LLC, wie vorstehend vertreten, zeichnet vierhundertzweiundsechsigtausend siebenhundertsiebzig (462,770) Geschäftsanteile mit einem Nennwert von je einem United States Dollar Cent (USD 0.01) und erklärt die vollständige Bareinlage dieser Geschäftsanteile in Höhe von viertausend sechshundert siebenundzwanzig United States Dollars und siebenzig United States Dollar Cents (USD 4,627.70) zu erbringen,

3. Vis Mundi Ltd, wie vorstehend vertreten, zeichnet einhundertneuntausend siebenhundertsiebzig (109,770) Geschäftsanteile mit einem Nennwert von je einem United States Dollar Cent (USD 0.01) und erklärt die vollständige Bareinlage dieser Geschäftsanteile in Höhe von eintausend siebenundneunzig United States Dollars und siebenzig United States Dollar Cents (USD 1,097.70) zu erbringen,

4. Puerto Azul Holdings Limited, wie vorstehend vertreten, zeichnet zweihundertviertausend dreihundertvierunddreißig (204,334) Geschäftsanteile mit einem Nennwert von je einem United States Dollar Cent (USD 0.01) und erklärt die vollständige Bareinlage dieser Geschäftsanteile in Höhe von zweitausend dreiundvierzig United States Dollars und dreiundvierzig United States Dollar Cents (USD 2,043.34) zu erbringen,

5. Salameh Sweis, wie vorstehend vertreten, zeichnet elftausend fünfhundertneunundsechzig (11,569) Geschäftsanteile mit einem Nennwert von je einem United States Dollar Cent (USD 0.01) und erklärt die vollständige Bareinlage dieser Geschäftsanteile in Höhe von hundertfünfzehn United States Dollars und neunundsechzig United States Dollar Cents (USD 115.69) zu erbringen.

Der Betrag in Höhe von zwanzigtausend United States Dollars (USD 20,000.-) steht der Gesellschaft zur freien Verfügung und ein Beleg hierfür liegt dem unterzeichneten Notar vor.

#### *Kosten*

Die Ausgaben, Kosten, Vergütungen und Aufwendungen jeglicher Art, welche der Gesellschaft im Zusammenhang mit ihrer Gründung entstehen, werden ungefähr auf eintausendfünfhundert Euro (EUR 1500.-) geschätzt.

#### *Beschlüsse der Gesellschafter*

Unverzüglich nach der Gründung der Gesellschaft, haben ihre Gesellschafter, welcher die Gesamtheit der gezeichneten Geschäftsanteile vertreten, folgende Beschlüsse gefasst:

1 Die Folgenden werden für einen unbestimmten Zeitraum zu Klasse A Geschäftsführer der Gesellschaft ernannt:

(i) Severine Barrois, geboren am 28. April 1977 in Metz, Frankreich, geschäftsansässig in 6, rue Eugène Ruppert, L-2543 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, und

(ii) Vincent Cointepas, geboren am 16. Juli 1985 in Blois, Frankreich, geschäftsansässig in 6, rue Eugène Ruppert, L-2543 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

2 Die Folgenden werden für einen unbestimmten Zeitraum zu Klasse B Geschäftsführer der Gesellschaft ernannt:

(i) Naji Rachid, geboren am 28. Januar 1976 in Baltoun, Libanon, geschäftsansässig in Shoreline building 9, Apartment 205, Palm Jumeira, Dubai, Vereinigte Arabische Emirate, und

(ii) Salameh Sweis, geboren am 20. August 1974 in Amman, Jordanien, mit Geschäftsadresse in 83, Al-Heeba Street, Umm Suqeim 1, Dubai, Vereinigte Arabische Emirate.

3. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich auf 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxemburg, Grossherzogtum Luxemburg.

#### *Erklärung*

Der unterzeichnete Notar, welcher die englischen Sprache spricht und versteht, erklärt hiermit auf Anfrage der erschienenen Parteien, dass die Urkunde in Englisch, gefolgt von einer deutschen Übersetzung, verfasst wurde, und dass im Falle einer Abweichung, die englische Fassung maßgeblich sein soll.

Diese notarielle Urkunde ist in Ettelbrück am vorgenannten Datum aufgenommen worden.

Nachdem der Notar diese Urkunde laut vorlas wurde sie von ihm und dem Stellvertreter der erschienenen Parteien unterschrieben.

Gezeichnet: Nadine CLOSTER, Elisabeth REINARD.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, Le 20 mai 2016. Relation: DAC/2016/7279. Reçu soixante-quinze euros 75,00.-€

*Le Receveur (signé): Tholl.*



POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande et aux fins de publication au Mémorial.

Ettelbruck, le 27 mai 2016.

Référence de publication: 2016117757/778.

(160092416) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mai 2016.

**Swiss Medical Rental S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 206.391.

—  
STATUTES

In the year two thousand and sixteen, on the thirteenth of April.

Before Us, Maître Jacques Kessler, notary residing in Pétange, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

- Chrometech Investment Ltd, a company incorporated in the Republic of Mauritius and continued in the Republic of Seychelles, having its registered seat at Suite 309, Capital City Building, Independence Avenue, Victoria Mahé, Seychelles, and registered under number 089740,

- Goldease Ltd, a company incorporated in the Republic of Mauritius and continued in the Republic of Seychelles, having its registered seat at Suite 309, Capital City Building, Independence Avenue, Victoria Mahé, Seychelles, and registered under number 079213,

- Springvale Enterprises Limited, a company incorporated in the British Virgin Islands, having its registered seat at Akara Bldg, 24 De Castro Street, Wickhams Cay I, Road Town, Tortola, British Virgin Islands, and registered under number 218324,

- Arizon Trading Ltd, a company incorporated in the Republic of Mauritius and continued in the Republic of Seychelles, having its registered seat at Suite 309, Capital City Building, Independence Avenue, Victoria Mahé, Seychelles, and registered under number 086247,

- Meric Trust, a trust established under the laws of New Zealand, acting through its trustee, Aspen Trust Services Limited, a limited company existing under the laws of New Zealand, having its registered office at Level 10, 34 Shortland Street, Auckland, 1010 New Zealand and registered under number 1408519,

- Peter Binstead Breese, born on April 15, 1961 in Mhangura, Zimbabwe, having his personal address at 953 Lone Hill Ext 33, Johannesburg, South Africa,

- Anthony Devlin, born on October 30, 1955 in the United-Kingdom, having his personal address at Plot 948, Chole Road, Masaki, Dar Es Salaam, Tanzania,

- Wayne Drier, born on December 1, 1974 in South Africa, having his personal address at 3461 7<sup>th</sup> AVE W, Vancouver BC, V6R 1W2, Canada,

- Annie Chollet-Jaccard, born on March 24, 1924 in Crésuz, Switzerland, having her personal address at 6-8 Carrer Doctor Molines, Andorra,

here represented by Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, notary clerk, with professional address in Pétange, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of 9 proxies. The said proxies, signed ne varietur by the proxy holder of the appearing persons and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing persons, represented as stated here above, have requested the undersigned notary to enact the deed of establishment of a private limited liability company with the following articles of association:

**Art. 1.** There exists a private limited liability company under the name of Swiss Medical Rental S.à r.l. (hereinafter, the Company), which shall be governed by the laws pertaining to such an entity and in particular by the law of August 10, 1915 on commercial companies as amended (hereinafter, the Law), as well as by the present articles of association (hereinafter, the Articles).

**Art. 2.** The Company may carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the taking of participating interests in any enterprises in whatever form, as well as the administration, management, control and development of such participating interests, in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

The Company may particularly use its funds for the setting-up, management, development and disposal of a portfolio consisting of any securities and intellectual property rights of whatever origin and participate in the creation, development and control of any enterprises. It may also acquire by way of contribution, subscription, underwriting or by option to purchase and any other way whatsoever, any type of securities and intellectual property rights, have them developed and realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise.

The Company may grant assistance (by way of loans, advances, guarantees or securities or otherwise) to companies or other enterprises in which the Company has an interest or which form part of the group of companies to which the Company belongs (such as, but not limited to, shareholders or affiliated entities).

In general, the Company may likewise carry out any financial, commercial, industrial, movable or real estate transactions, take any measures to safeguard its rights and make any transactions whatsoever which are directly or indirectly connected with its purpose or which promote its development.

The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt, whether convertible or not, and/or equity securities. It may give guarantees and grant securities in favor of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other companies. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over all or some of its assets.

**Art. 3.** The Company is established for an unlimited duration.

**Art. 4.** The Company's registered office is established in the City of Luxembourg.

It may be transferred to any other address in the same municipality or to another municipality by a decision of the Sole Manager (as defined below) or the Board of Managers (as defined below), respectively by a resolution taken by the general meeting of the shareholders, as required by the then applicable provisions of the Law.

The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

**Art. 5.** The Company's subscribed share capital is set at forty thousand one Swiss Francs (CHF 40,001) represented by forty thousand one (40,001) shares with a nominal value of CHF 1 each.

The Company may repurchase its own shares within the limits set by the Law and the Articles.

The share capital may be changed at any time by a decision of the sole shareholder or by a decision of the shareholders' meeting.

**Art. 6.** Towards the Company, the shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company. In case of plurality of owners per share, the Company may suspend the rights attached to this share until a single owner has been designated to the Company.

**Art. 7.** In case of a sole shareholder, the Company's shares held by the sole shareholder are freely transferable.

In case of a plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may only be transferred in accordance with article 189 of the Law.

It is expressly acknowledged and approved that the Company is established as a closed club deal reserved to the founders, and shall in no event be open to any potential external investor.

**Art. 8.** The Company shall not be dissolved by reason of death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of any of the shareholders.

**Art. 9.** The Company is managed by a board of managers (hereinafter, the Board of Managers), composed of at least three (3) managers divided into two (2) categories, respectively denominated "Category A Managers" and "Category B Managers". The Company may be managed by a sole manager (the Sole Manager) who assumes all the rights, duties and liabilities of the Board of Managers.

The manager(s) need not be shareholders. The manager(s) may be dismissed at any time, with or without cause, by a resolution of the sole shareholder or of the shareholders holding more than half of the share capital.

**Art. 10.** The Sole Manager or the Board of Managers is invested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful to realise the Company's object, with the exception of the powers reserved by the Law or the Articles to the general meeting of shareholders.

Towards third parties, the Company shall be bound by the joint signature of one Category A Manager and one Category B Manager.

The Sole Manager or the Board of Managers shall have the right to grant special proxies for determined matters to one or more proxy holders, either managers or not, either shareholders or not.

The Sole Manager or the Board of Managers may decide to pay interim dividends to the shareholders on the basis of a statement of accounts showing that sufficient profits are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or these Articles.

**Art. 11.** The Sole Manager or the Board of Managers may delegate the daily management of the Company to one or several manager(s) or agent(s) and shall determine the manager's or agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of representation and any other relevant conditions of this agency.

**Art. 12.** The Board of Managers may elect a chairman from among its members. If the chairman is unable to be present, his place shall be taken by election among the managers present at the meeting.

The Board of Managers may elect a secretary who need not be a manager or a shareholder of the Company.

The Board of Managers shall meet as often as the Company's interest so requires. The meetings of the Board of Managers are convened by the chairman, the secretary or by any manager at the place indicated in the convening notice.

Written notice of any meeting of the Board of Managers shall be given to all the managers, whether in original, by facsimile or by electronic mail (e-mail), at least twenty-four (24) hours in advance of the date and time set for such meeting, except in case of emergency.

No such convening notice is required if all members of the Board of Managers are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed on the agenda of the meeting. The notice may also be waived by consent in writing, whether in original, by facsimile or by electronic mail (e-mail), of each member of the Board of Managers. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by a resolution of the Board of Managers.

A manager of any category may be represented at the Board of Managers by another manager of any category, and a manager of any category may represent several managers of any category.

The Board of Managers may only validly debate and take decisions if a majority of its members are present or represented by proxies, and with at least the presence or representation of one Category A Manager and one Category B Manager. Any decisions taken by the Board of Managers shall require a simple majority of the members of the Board of Managers, including at least the favourable vote of one Category A Manager and one Category B Manager.

Any manager may participate in a meeting by way of telephone or video conference call or by any other similar means of communication enabling the persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting. The decisions taken at such meeting may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and signed by all the members having participated.

Resolutions in writing, approved and signed by all the managers, shall have the same effect as resolutions passed at a Board of Managers' meeting which was duly convened and held. Such resolutions may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and signed by all the managers.

**Art. 13.** The manager(s) assume(s), by reason of her/his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by her/him/them in the name of the Company.

**Art. 14.** The sole shareholder assumes all powers conferred to the general shareholders' meeting.

In case of plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares owned. Each shareholder has voting rights commensurate with her/his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the Articles and other specific decisions as defined by the Law may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital, in accordance with the provisions of the Law.

**Art. 15.** The Company's accounting year starts on the first of January and ends on the thirty-first of December of the same year.

**Art. 16.** At the end of each accounting year, the Company's accounts are established and the Sole Manager or the Board of Managers prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

**Art. 17.** The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortization, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Every year, five percent (5%) of the net profit shall be allocated to the legal reserve.

This allocation ceases to be compulsory when the legal reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital but shall be resumed until the reserve fund is entirely reconstituted if, at any time and for any reason whatsoever, the ten percent (10%) threshold is no longer met.

The balance of the net profit may be distributed to the sole shareholder or to the shareholders in proportion to their shareholding in the Company.

**Art. 18.** The Company may be dissolved by a resolution of the extraordinary general meeting of shareholders. The liquidation shall be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholder(s) who shall determine their powers and remuneration.

At the time of the liquidation of the Company, any distributions to the shareholders shall be made in accordance with the last paragraph of Article 17.

**Art. 19.** Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in the Articles.

#### *Transitory provision*

The first accounting year shall begin on the date of the formation of the Company and shall end on December 31, 2016.

### *Subscription - Payment*

The articles of association having thus been established, all the shares have been subscribed and fully paid up at nominal value by contribution in cash as follows:

Subscriber	Shares	Payment
Chrometech Investment Ltd . . . . .	9.801	CHF 9.801,00
Goldease Ltd . . . . .	8.900	CHF 8.900,00
Springvale Enterprises Limited . . . . .	8.900	CHF 8.900,00
Arizon Trading Ltd . . . . .	3.100	CHF 3.100,00
Meric Trust . . . . .	3.600	CHF 3.600,00
Peter Binstead Breese . . . . .	1.500	CHF 1.500,00
Anthony Devlin . . . . .	1.100	CHF 1.100,00
Wayne Drier . . . . .	200	CHF 200,00
Annie Chollet-Jaccard . . . . .	2.900	CHF 2.900,00
Total . . . . .	40.001	CHF 40.001,00

The amount of forty thousand one Swiss Francs (CHF 40,001) has been fully paid up in cash and is now available to the Company.

### *Costs*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the above resolutions are estimated at 1800,- euro.

### *Resolutions of the shareholders*

The shareholders have taken the following resolutions:

The following persons are appointed as managers of the Company for an unlimited period of time:

#### *Category A Manager:*

- Mr. Arne Kirchner, born on September 1, 1967 in Köln, Germany, having his professional address at Camp Lagesse, Coastal Road, Grand Bay, Republic of Mauritius;

#### *Category B Managers:*

- Ms. Virginia Strelen, born on May 30, 1977 in Bergisch Gladbach, Germany, having her professional address at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and

- Mr. Skinder Nehdi, born on June 9, 1985 in Aix-en-Provence, France, having his professional address at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The address of the registered office of the Company is fixed at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

### *Declaration*

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the proxy holder of the appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Pétange, on the date first written above.

The document having been read to the proxy holder of the appearing persons, who is known to the notary by his full name, civil status and residence, he signed together with Us, the notary, the present deed.

### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille seize, le treize avril.

Par-devant Nous, Maître Jacques Kessler, notaire de résidence à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg.

#### **ONT COMPARU:**

- Chrometech Investment Ltd, une société constituée sous le droit Mauricien et existante sous le droit de la République des Seychelles, ayant son siège social au Suite 309, Capital City Building, Independence Avenue, Victoria Mahé, Seychelles, et enregistrée sous le numéro 089740,

- Goldease Ltd, une société constituée sous le droit Mauricien et existante sous le droit de la République des Seychelles, ayant son siège social au Suite 309, Capital City Building, Independence Avenue, Victoria Mahé, Seychelles, et enregistrée sous le numéro 079213,

- Springvale Enterprises Limited, une société constituée sous le droit des Iles Vierges Britanniques, ayant son siège social au Akara Bldg, 24 De Castro Street, Wickhams Cay I, Road Town, Tortola, Iles Vierges Britanniques, et enregistrée sous le numéro 218324,

- Arizon Trading Ltd, une société constituée sous le droit Mauricien et existante sous le droit de la République des Seychelles, ayant son siège social au Suite 309, Capital City Building, Independence Avenue, Victoria Mahé, Seychelles, et enregistrée sous le numéro 086247,

- Meric Trust, un trust établi selon le droit de Nouvelle-Zélande, agissant par son trustee, Aspen Trust Services Limited, une société établie selon le droit de Nouvelle-Zélande, ayant son siège social au Level 10, 34 Shortland Street, Auckland, 1010 Nouvelle-Zélande, et enregistrée sous le numéro 1408519

- Peter Binstead Breese, né le 15 avril 1961 à Mhangura, Zimbabwe, ayant son adresse personnelle au 953 Lone Hill Ext 33, Johannesburg, Afrique du Sud,

- Anthony Devlin, né le 30 octobre 1955 en Angleterre, ayant son adresse personnelle au Plot 948, Chole Road, Masaki, Dar Es Salaam, Tanzanie,

- Wayne Drier, né le 1 Décembre 1974 en Afrique du Sud, ayant son adresse personnelle au 3461 7<sup>th</sup> AVE W, Vancouver BC, V6R 1W2, Canada,

- Annie Chollet-Jaccard, née le 24 mars 1924 en Suisse, ayant son adresse personnelle au 6-8 Carrer Doctor Molines, Andorre,

ici représentés par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, clerc de notaire, ayant son adresse professionnelle à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu de 9 procurations.

Lesquelles procurations, après avoir été signées ne varietur par le mandataire des comparants et le notaire instrumentaire, demeureront annexées aux présentes pour être enregistrées avec elles.

Les comparants, représentés par leur mandataire, ont requis le notaire instrumentaire de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il existe une société à responsabilité limitée sous la dénomination Swiss Medical Rental S.à r.l. (ci-après, la Société), régie par les lois relatives à une telle entité et en particulier la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après, la Loi), ainsi que par les présents statuts (ci-après, les Statuts).

**Art. 2.** La Société peut réaliser toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations, au Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger.

La Société peut notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et droits de propriété intellectuelle de toute origine, et participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise. Elle peut également acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et droits de propriété intellectuelle, les faire mettre en valeur et les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement.

La Société peut accorder tout concours (par voie de prêts, avances, garanties, sûretés ou autres) aux sociétés ou entités dans lesquelles elle détient une participation ou qui font partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société (notamment par exemple, ses associés ou entités liées).

En général, la Société peut également réaliser toute opération financière, commerciale, industrielle, mobilière ou immobilière, prendre toutes mesures pour sauvegarder ses droits et réaliser toutes opérations, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui favorisent son développement.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de parts sociales et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts, convertibles ou non, et/ou de créances.

Elle peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société. La Société peut en outre nantir, céder, grever de charges ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur tout ou partie de ses avoirs.

**Art. 3.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

**Art. 4.** Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg.

Il peut être transféré à toute autre adresse à l'intérieur de la même commune ou dans une autre commune par décision du Gérant Unique (tel que défini ci-après) ou du Conseil de Gérance (tel que défini ci-après), respectivement par une résolution de l'assemblée générale des associés, suivant les dispositions en vigueur de la Loi.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

**Art. 5.** Le capital social souscrit de la Société s'élève à quarante mille un Francs Suisses (CHF 40.001) représenté par quarante mille une (40.001) parts sociales d'une valeur nominale de CHF 1 chacune.

La Société peut racheter ses propres parts sociales dans les limites prévues par la Loi et les Statuts.

Le capital social peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés.

**Art. 6.** Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société. En cas de pluralité

de propriétaires d'une part sociale, la Société peut suspendre les droits attachés à cette part jusqu'à ce qu'un seul propriétaire soit désigné.

**Art. 7.** Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé, les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que conformément à l'article 189 de la Loi.

Il est expressément reconnu et approuvé que la Société est établie comme un club deal réservé aux fondateurs, et ne saura en aucun cas être ouverte à quelque investisseur tiers que ce soit.

**Art. 8.** La Société n'est pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

**Art. 9.** La Société est gérée par un conseil de gérance (ci-après, le Conseil de Gérance), composé d'au moins trois (3) gérants divisés en deux (2) catégories, nommés respectivement "Gérants de Catégorie A" et "Gérants de Catégorie B". La Société peut être administrée par un gérant unique (le Gérant Unique) qui assume alors tous les droits, devoirs et obligations du Conseil de Gérance.

Le(s) gérant(s) ne doit(vent) pas obligatoirement être associé(s). Le(s) gérant(s) peut(vent) être révoqué(s) à tout moment, avec ou sans motif, par une décision de l'associé unique ou des associés détenant plus de la moitié du capital social.

**Art. 10.** Le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la Société, à l'exception de ceux que la Loi ou les Statuts réservent à l'assemblée générale des associés.

Envers les tiers, la Société est valablement engagée par les signatures conjointes d'un Gérant de Catégorie A et d'un Gérant de Catégorie B.

Le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance a le droit de déléguer certains pouvoirs déterminés à un ou plusieurs mandataires, gérants ou non, associés ou non.

Le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance peut décider de payer des acomptes sur dividendes sur base d'un état comptable préparé par le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance duquel il ressort que des bénéfices suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice fiscal, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu de la Loi ou des Statuts.

**Art. 11.** Le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance peut déléguer la gestion journalière de la Société à un ou plusieurs gérant(s) ou mandataire(s) et déterminer les responsabilités et rémunérations, le cas échéant, des gérants ou mandataires, la durée de représentation et toute autre condition pertinente de ce mandat.

**Art. 12.** Le Conseil de Gérance peut élire un président parmi ses membres. Si le président ne peut être présent, un remplaçant est élu parmi les gérants présents à la réunion.

Le Conseil de Gérance peut élire un secrétaire, gérant ou non, associé ou non.

Le Conseil de Gérance se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige. Les réunions du Conseil de Gérance sont convoquées par le président, le secrétaire ou par tout gérant au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Il est donné à tous les gérants un avis écrit, soit en original, par télécopie ou courrier électronique, de toute réunion du Conseil de Gérance au moins vingt-quatre (24) heures avant la date et heure prévues pour la réunion, sauf en cas d'urgence.

La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les membres du Conseil de Gérance sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la tenue de la réunion et de son ordre du jour. Il peut également être renoncé à la convocation par chaque membre du Conseil de Gérance, par écrit donné soit en original, soit par télécopie ou courrier électronique. Une convocation spéciale n'est pas requise pour toute réunion se tenant à une heure et à un endroit déterminé dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil de Gérance.

Tout gérant de toute catégorie peut être représenté au Conseil de Gérance par un autre gérant de toute catégorie, et un gérant de toute catégorie peut représenter plusieurs gérants de toute catégorie.

Le Conseil de Gérance ne peut valablement délibérer et prendre des décisions que si une majorité de ses membres est présente ou représentée par procurations, et avec au moins la présence ou la représentation d'un Gérant de Catégorie A et d'un Gérant de Catégorie B. Toute décision du Conseil de Gérance requiert la majorité simple des membres du Conseil de Gérance, y inclus le vote affirmatif d'au moins un Gérant de Catégorie A et un Gérant de Catégorie B.

Tout gérant peut participer aux réunions du conseil par conférence téléphonique ou par tout autre moyen similaire de communication permettant à tous les gérants participant à la réunion de se comprendre mutuellement. Une telle participation équivaut à une présence physique à la réunion. Les décisions prises à une telle réunion peuvent être documentées dans un document unique ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu, signé(s) par tous les participants.

Des résolutions écrites, approuvées et signées par tous les gérants, produisent effet au même titre que des résolutions prises à une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. Ces résolutions peuvent être documentées dans

un document unique ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu, signés par chacun les membres du Conseil de Gérance.

**Art. 13.** Le(s) gérant(s) ne contracte(nt) à raison de sa/leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui/eux au nom de la Société.

**Art. 14.** L'associé unique exerce tous les pouvoirs attribués à l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre de parts détenues. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts ou autres résolutions spécifiques définies par la loi ne peuvent être adoptées que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

**Art. 15.** L'exercice social commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de la même année.

**Art. 16.** Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont établis et le Gérant Unique, ou le Conseil de Gérance, prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaire et bilan au siège social de la Société.

**Art. 17.** L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent (5%) du bénéfice net sont affectés à la réserve légale.

Ces prélèvements cessent d'être obligatoires lorsque la réserve légale atteint dix pour cent (10%) du capital social, mais doivent être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé.

Le solde du bénéfice net peut être distribué à l'associé unique ou aux associés au prorata de leur participation dans la Société.

**Art. 18.** La Société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés. La liquidation est assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'(es) associé(s) qui détermine(nt) leurs pouvoirs et rémunération.

Au moment de la liquidation de la Société, toute distribution aux associés se fait en application du dernier alinéa de l'Article 17.

**Art. 19.** Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique des Statuts, il est fait référence à la Loi.

#### *Disposition transitoire*

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et se termine le 31 décembre 2016.

#### *Souscription - Libération*

Les statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, toutes les parts sociales ont été souscrites et intégralement libérées à valeur nominale par apport en numéraire comme suit:

Souscripteur	Parts sociales	Libération
Chrometech Investment Ltd . . . . .	9.801	CHF 9.801,00
Goldease Ltd . . . . .	8.900	CHF 8.900,00
Springvale Enterprises Limited . . . . .	8.900	CHF 8.900,00
Arizon Trading Ltd . . . . .	3.100	CHF 3.100,00
Meric Trust . . . . .	3.600	CHF 3.600,00
Peter Binsteed Breese . . . . .	1.500	CHF 1.500,00
Anthony Devlin . . . . .	1.100	CHF 1.100,00
Wayne Drier . . . . .	200	CHF 200,00
Annie Chollet-Jaccard . . . . .	2.900	CHF 2.900,00
Total . . . . .	40.001	CHF 40.001,00

Le montant de quarante mille un Francs Suisses (CHF 40.001) a été intégralement libéré en numéraire et se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société.

#### *Frais*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge à raison des présentes, sont évalués à la somme de 1.800 euros.

*Décisions des associés*

Les associés ont pris les résolutions suivantes:

Les personnes suivantes sont nommées gérants de la Société pour une durée indéterminée:

*Gérant de Catégorie A:*

- M. Arne Kirchner, né le 1 septembre 1967, à Cologne, en Allemagne, ayant son adresse personnelle au Camp Lagesse, Coastal Road, Grand Bay, République Mauritanie;

*Gérants de Catégorie B:*

- Mme Virginia Strelen, née le 30 mai 1977, à Bergisch Gladbach, Allemagne, ayant son adresse professionnelle au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg; et

- M. Skinder Nehdi, né le 9 juin 1985, à Aix-en-Provence, France, ayant son adresse professionnelle au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

L'adresse du siège social de la Société est fixée au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

*Déclaration*

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête du mandataire des personnes comparantes, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française. A la requête des personnes comparantes et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Pétange, le jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Lecture faite et interprétation donnée au mandataire des personnes comparantes, connu du notaire par son nom et prénom, état et demeure, il a signé avec Nous notaire, le présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 15 avril 2016. Relation: EAC/2016/9096. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

*Le Receveur ff.* (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2016118179/402.

(160092345) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mai 2016.

**Fenchurch Place HoldCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 206.368.

—  
STATUTES

In the year two thousand and sixteen, on the twelfth of May.

Before Us Maître Jean SECKLER, notary, residing in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

Immo UK S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office in L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann, registered with the Luxembourg register of commerce and companies (Registre de Commerce et des Sociétés), under number B198812,

here represented by Mr. Henri DA CRUZ, employee, residing professionally in Junglinster, by virtue of a proxy given under private seal dated 10 May 2016.

Centrepont 8 S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B201552,

here represented by Mr. Henri DA CRUZ, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal dated 10 May 2016.

The said proxies, signed ne varietur by the proxyholder of the persons appearing and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing parties, represented as stated here above, have requested the undersigned notary to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company ("société à responsabilité limitée"):

**1. Corporate form and name.** This document constitutes the articles of incorporation (the "Articles") of Fenchurch Place HoldCo S.à r.l. (the "Company"), a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under



the laws of the Grand Duchy of Luxembourg including the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended from time to time (the "1915 Law").

## **2. Registered office.**

2.1 The registered office of the Company (the "Registered Office") is established in Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg.

2.2 The Registered Office may be transferred:

2.2.1 to any other place within the same municipality in the Grand Duchy of Luxembourg, by the Board of Managers (as defined in Article 8.2) if the Company has at the time a Board of Managers; or

2.2.2 subject to Article 12.7(vi) below, to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg (whether or not in the same municipality), by a Shareholders' Resolution (as defined in Article 12 below) passed in accordance with these Articles and the laws from time to time of the Grand Duchy of Luxembourg including the 1915 Law ("Luxembourg Law").

2.3 Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic, social or otherwise, which would prevent normal activity at the Registered Office, the Registered Office may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect on the Company's nationality and the Company will, notwithstanding this temporary transfer of the Registered Office, remain a Luxembourg company. The decision as to the transfer abroad of the Registered Office will be made by the Board of Managers.

2.4 Subject to Articles 2.2 and 2.3 above, the Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

## **3. Purposes.** The purposes of the Company are:

3.1 to act as an investment holding company and to acquire (whether by original subscription, tender, purchase, exchange or otherwise) the whole of or any part of the stock, shares, debentures, debenture stocks, bonds and other securities issued or guaranteed by Luxembourg or foreign companies, the principal object of which is the acquisition, ownership, development, operation, promotion, sale, management and/or lease of real estate properties;

3.2 to invest and deal with the Company's money, lend money and give credit in each case to any person with or without security;

3.3 to borrow, raise and secure the payment of money, including by the issue (to the extent permitted by Luxembourg Law) of debentures and other securities or instruments, perpetual or otherwise, convertible or not, whether or not charged on all or any of the Company's property (present and future) or to purchase, redeem, convert and pay off those securities;

3.4 to enter into any guarantee or contract of indemnity or suretyship, and to provide security for the performance of the obligations of and/or the payment of any money by any person (including any body corporate in which the Company has a direct or indirect interest or any person (a "Holding Entity") which is for the time being a member of or otherwise has a direct or indirect interest in the Company or any body corporate in which a Holding Entity has a direct or indirect interest and any person who is associated with the Company in any business or venture);

3.5 to acquire, own, develop, operate, market, lease, manage and sell any real property;

3.6 to sell, lease, exchange, let on hire and dispose of any real or personal property and/or the whole or any part of the undertaking of the Company, for such consideration as the Board of Managers thinks fit;

3.7 to do all or any of the things provided in any paragraph of this Article 3 (a) in any part of the world; (b) as principal, agent, contractor, trustee or otherwise; (c) by or through trustees, agents, sub-contractors or otherwise; and (d) alone or with another person or persons; and

3.8 to do all things (including entering into, performing and delivering contracts, deeds, agreements and arrangements with or in favour of any person) that are, in the opinion of the Board of Managers, incidental or conducive to the attainment of all or any of the Company's objects, or the exercise of all or any of its powers;

In addition, the purpose of the Company is the acquisition, ownership, development, operation, marketing, leasing, management and sale of real estate properties, for its own account, either in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad as well as operations, relating to real estate properties,

PROVIDED ALWAYS that the Company will not enter into any transaction which would constitute a regulated activity of the financial sector or require a business license under Luxembourg Law without due authorisation under Luxembourg Law.

**4. Duration.** The Company is established for an unlimited duration.

## **5. Share capital.**

5.1 The share capital of the Company is eleven thousand Pound Sterling (GBP 11,000.-) divided into ten thousand four hundred fifty (10,450) class A shares (the "Class A Shares") and five hundred fifty (550) class B shares (the "Class B Shares") with a nominal value of one Pound Sterling (GBP 1.-) each (the "Shares"). In these Articles, "Shareholders" means the holders at the relevant time of the Shares and "Shareholder" shall be construed accordingly. The owner of Class A Shares will be referred to in these Articles as the "Shareholder A" and the owner of Class B Shares will be referred to in these Articles as the "Shareholder B".

5.2 The Company may establish a share premium account in respect of a class of shares (the "Share Premium Account") into which any premium paid on any Share of such class is to be transferred. Decisions as to the use of the Share Premium Account are to be taken by the unanimous agreement of the Shareholders subject to the 1915 Law and these Articles.

5.3 The Company may, without limitation, accept equity or other contributions without issuing Shares or other securities in consideration for the contribution and may credit the contributions to one or more accounts. Decisions as to the use of any such accounts are to be taken by the unanimous agreement of the Shareholders subject to the 1915 Law and these Articles. For the avoidance of doubt, any such decision may, but need not, allocate any amount contributed to the contributor.

5.4 The Shares have equal rights subject to any limitation or specific provision of the Articles or any shareholders' agreement entered into by the Shareholders from time to time.

5.5 The Company may repurchase, redeem and/or cancel its Shares subject as provided in the 1915 Law and these Articles.

## **6. Indivisibility of shares.**

6.1 Each Share is indivisible.

6.2 The Company will recognize only one holder per Share. The joint co-owners shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company will deal with that representative as if it were the sole Shareholder in respect of that Share including for the purposes of voting, dividend and other payment rights.

## **7. Transfer of shares.**

7.1 During such time as the Company has only one Shareholder, the Shares will be freely transferable.

7.2 During such time as the Company has more than one Shareholder:

7.2.1 Shares are freely transferable among Shareholders;

7.2.2 Shares may not be transferred other than by reason of death to persons other than Shareholders unless agreed by an unanimous Shareholders' Resolutions;

7.2.3 Shares may not be transmitted by reason of death to persons other than Shareholders unless agreed by an unanimous Shareholders' Resolutions; and

7.2.4 The transfer of Shares is subject to the provisions of article 190 of the 1915 Law, these Articles and is subject to any limitation or specific provision of any shareholders' agreement entered into by the Shareholders from time to time.

## **8. Management.**

8.1 The Company will be managed by the managers ("Managers"), the number of which may be determined in any shareholders' agreement entered into by the Shareholders from time to time, who need not be Shareholders and who shall be appointed by a Shareholders' Resolution (as defined in Article 12 below) passed in accordance with Luxembourg Law and these Articles.

8.2 The Managers will together constitute a board of managers or conseil de gérance (the "Board of Managers").

8.3 Half of the board members shall be appointed among candidates suggested by the Shareholder A (the "A Managers") and the other half of the board members shall be appointed among candidates suggested by the Shareholder B (the "B Managers").

8.4 The daily management of the Company shall be vested with the B Managers subject to any limitation or specific provision of any shareholders' agreement entered into by the Shareholders from time to time. For purposes of these Articles, "Daily Management" means any matter other than the Reserved Matters (and for avoidance of any doubt other than the Reserved Shareholder Matters).

8.5 A Manager may be removed at any time for any reason by a Shareholders' Resolution passed in accordance with Luxembourg Law and these Articles and the specific provisions of any shareholders' agreement entered into by the Shareholders from time to time.

## **9. Powers of the managers.**

9.1 The Board of Managers may take all or any action which is necessary or useful to carry on any of the purposes of the Company, with the exception of those reserved by Luxembourg Law and/or these Articles to be decided upon by the Shareholders (including, but not limited to, the Reserved Shareholder Matters as defined in Article 12.7 below), and subject to any specific provision of any shareholders' agreement entered into by the Shareholders from time to time.

9.2 Subject to any shareholders' agreement entered into by the Shareholders from time to time, the following decisions are to be taken by the Board of Managers and are referred to in these Articles as "Reserved Matters":

(i) any partial or total sale, lease, financing or refinancing of all or parts of any property owned by the Company or interest therein;

(ii) any material deviation from the operating budget and any non-budgeted capital expenditures, except in the event of an emergency in which case a Manager B will take minimum appropriate measures to address such an event;

(iii) any change in the management of any property owned by the Company except for the termination of any asset management agreement in relation thereto and the conclusion of a new asset management agreement following such termination;

(iv) all unbudgeted capital expenditures relating to the rehabbing or upgrading of any property owned by the Company except in the event of an emergency in which case a Manager B will take minimum appropriate measures to address such an event;

(v) all costs and budgets relating to the marketing of any property owned by the Company which exceed EUR 50,000;

(vi) the issue of any debentures or securities, or the granting of any option or right to subscribe for any participations in the share capital of the Company or for any debentures or securities or to convert any instrument into such participations, debentures or securities, except if such issue or grant of any such option or right occurs pursuant to any applicable provision of the Company;

(vii) the conclusion of any loan or other financing by the Company, either as a lender or a borrower;

(viii) any decision to file, settle, compromise or abandon any claim, action or other litigation before any authority or competent jurisdiction (including ordinary and administrative courts and arbitrators);

(ix) any partnership joint venture or consortium agreement;

(x) acquire any direct or indirect interest in any property; or

(xi) any agreement or commitment to do any of the things referred to above.

**10. Representation.** Subject as provided by Luxembourg Law, these Articles and any shareholders' agreement entered by the Shareholders, the Company is validly bound or represented towards third parties by:

(i) the joint signatures of one A Manager and one B Manager; and

(ii) in case of Daily Management by any B Manager.

### **11. Board meetings.**

11.1 Meetings of the Board of Managers ("Board Meetings") may be convened by any Manager. The Board of Managers shall appoint a chairman from among its members in accordance with the provisions of any shareholders' agreement entered into by the Shareholders from time to time.

11.2 The Board of Managers may validly debate and take decisions at a Board Meeting without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the Managers have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant Board Meeting, in person or by an authorized representative. Notwithstanding the foregoing, the Board of Managers shall otherwise comply with the convening requirements specified in any shareholders' agreement entered into by the Shareholders from time to time.

11.3 The Board of Managers can only validly debate and take decisions if at least one (1) A Manager and one (1) B Manager are present. If a quorum is not present at a Board Meeting at the time when any business is considered, any Manager may require that the meeting be reconvened. At least three (3) business days' notice of the reconvened meeting shall be given unless all the Managers otherwise agree. At the reconvened meeting, a quorum shall exist with respect to those matters on the agenda which were not disposed of at the original meeting if any two or more Managers are present. Decisions of the Board of Managers shall be adopted by a simple majority of the votes except for Reserved Matters which require the favourable vote of at least one (1) A Manager and one (1) B Manager. In case of an equality of votes at any Board Meeting the Chairman shall not be entitled to a second or casting vote.

11.4 A Manager may validly participate in a Board Meeting through the medium of conference telephone, video conference or similar form of communications equipment provided that all persons participating in the meeting are able to hear and speak to each other throughout the meeting provided that such Manager is not physically present in the United Kingdom. A person participating in this way is deemed to be present in person at the meeting and shall be counted in the quorum and entitled to vote. Subject to Luxembourg Law, all business transacted in this way by the Managers shall, for the purposes of these Articles, be deemed to be validly and effectively transacted at a Board Meeting, notwithstanding that fewer than the number of directors (or their representatives) required to constitute a quorum are physically present in the same place.

11.5 A resolution in writing signed by all the Managers shall be as valid and effective if it had been passed at a Board Meeting duly convened, held and constituted, and may consist of one or several documents in the like form each signed by one or more of the Managers concerned, provided that no Manager signs such resolution when physically present in the United Kingdom.

11.6 The minutes of a Board Meeting shall be signed by and extracts of the minutes of a Board Meeting may be certified by any Manager present at the Meeting.

### **12. Shareholders' resolutions.**

12.1 A meeting of Shareholders (a "Shareholders' Meeting") may validly debate and take decisions without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the Shareholders have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant Shareholders' Meeting, in person or by an authorised representative.

12.2 A Shareholder may be represented at a Shareholders' Meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) a proxy or attorney who need not be a Shareholder.

12.3 Each Shareholder shall have one vote for every Share of which he is the holder.

12.4 Shareholders' Resolutions are only valid if they are passed by Shareholders holding more than half of the Shares, provided that if that figure is not reached at the first meeting or first written consultation, the Shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter and the resolution may be passed by a majority of the votes cast, irrespective of the number of Shares represented ("Shareholders' Resolutions").

12.5 If at the time the Company has no more than twenty-five Shareholders, Shareholders' Resolutions may be passed by written vote of Shareholders rather than at a Shareholders' Meeting provided that each Shareholder receives the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted.

12.6 The majority requirement applicable to the adoption of resolutions by a Shareholders' Meeting apply mutatis mutandis to the passing of written resolutions of Shareholders. Except where required by Luxembourg Law, there shall be no quorum requirements for the passing of written resolutions of Shareholders. Written resolutions of Shareholders shall be validly passed immediately upon receipt by the Company of original copies (or copies sent by facsimile transmission or as e-mail attachments) of Shareholders' votes subject to the requirements as provided in Article 12.5 and the above provisions of Article 12.6, irrespective of whether all shareholders have voted or not.

12.7 Subject to any shareholders' agreement entered into by the Shareholders from time to time, the following decisions are referred to in these Articles as "Reserved Shareholder Matters" and require the unanimous approval of the Shareholders:

- (i) any decision relating to the increase or decrease of the capital the Company;
- (ii) any consolidation, merger, de-merger, change of legal form or transformation of, or involving, the Company except as outlined in any shareholders' agreement entered into by the Shareholders from time to time;
- (iii) the payment or declaration of any dividend or other distribution of any kind;
- (iv) any redemption, purchase or other acquisition by the Company of any shares or other securities of the Company;
- (v) the presentation of any petition for the winding up of the Company or ceasing to carry on business by howsoever means;
- (vi) any amendment of the Articles of the Company, including but not limited to any change in the Company' share capital, the change of the name of the Company or a change in the Registered Office of the Company;
- (vii) the change of nationality or any transnational measures, except otherwise provided in any shareholders' agreement; and
- (viii) any obligation for the Shareholders to increase their participation in the Company.

### **13. Business year.**

13.1 The Company's financial year starts on 1<sup>st</sup> January and ends on the 31<sup>st</sup> December of each year.

13.2 If at the time the Company has more than twenty-five Shareholders, at least one annual general meeting must be held each year pursuant to article 196 of the 1915 Law on the second Monday of the month of May, at 10 a.m. at the registered office.

### **14. Distributions on shares.**

14.1 From the net profits of the Company determined in accordance with Luxembourg Law, five per cent shall be deducted and allocated to a legal reserve fund. That deduction will cease to be mandatory when the amount of the legal reserve fund reaches one tenth of the Company's nominal capital.

14.2 Subject to the provisions of Luxembourg Law and the Articles, the Company may by resolution of the Shareholders declare dividends in accordance with the respective rights of the Shareholders and with the provisions of any shareholders' agreement entered into by the Shareholders from time to time.

14.3 The Board of Managers may decide to pay interim dividends to the Shareholders before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the 1915 Law or these Articles and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned may be recovered from the relevant Shareholder(s).

14.4 Notwithstanding Articles 14.1 - 14.3 above, distributions on Shares shall be paid subject to the provisions of any shareholders' agreement entered into by the Shareholders from time to time.

**15. Dissolution and liquidation.** The liquidation of the Company shall be decided by the unanimous consent of the Shareholders in accordance with Article 12.7 of these Articles.

### **16. Interpretation and Luxembourg law.**

16.1 In these Articles:

16.1.1 a reference to:

- (i) one gender shall include each gender;
- (ii) (unless the context otherwise requires) the singular shall include the plural and vice versa;

(iii) a "person" includes a reference to any individual, firm, company, corporation or other body corporate, government, state or agency of a state or any joint venture, association or partnership, works council or employee representative body (whether or not having a separate legal personality);

(iv) a statutory provision or statute includes all modifications thereto and all re-enactments (with or without modifications) thereof.

16.1.2 the words "include" and "including" shall be deemed to be followed by the words "without limitation" and general words shall not be given a restrictive meaning by reason of their being preceded or followed by words indicating a particular class of acts, matters or things or by examples falling within the general words;

16.1.3 the headings to these Articles do not affect their interpretation or construction.

16.2 In addition to these Articles, the Company is also governed by all applicable provisions of Luxembourg Law.

#### *Subscription - Payment*

The share capital has been subscribed as follows:

Immo UK S.à r.l. ....	10,450 Class A Shares
Centrepoint 8 S.à r.l. ....	<u>550 Class B Shares</u>
Total: .....	11,000 Shares

All these Shares have been fully paid up by a contribution in cash so that the sum eleven thousand Pound Sterling (GBP 11,000.-) corresponding to the share capital of eleven thousand Pound Sterling (GBP 11,000.-) is forthwith at the free disposal of the Company, as has been proved to the notary.

#### *Transitional provisions*

The Company's first financial year shall begin on the date of the Company's incorporation and shall end on 31 December 2016.

#### *Estimate of costs*

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about one thousand one hundred Euros (EUR 1,100.-).

#### *Shareholder's resolutions*

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named parties, representing the entirety of the subscribed share capital and exercising the powers devolved to the Shareholders' meeting, passed, through their proxyholder, the following resolutions:

1. The following persons are appointed as managers of the Company for an undetermined period and with immediate effect:

##### *A Managers:*

- Mr. Renaud SABBE, employee, born on 11 March 1979, in Virton, Belgium, having his professional address at 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach; and

- Mr. François DE LA VILLEON, manager, born on 25 March 1977, in Marseille, France, having his professional address at 5 Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg.

##### *B Managers:*

- Treves Services S.a r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), with a share capital of EUR 12,500.-, having its registered office at 6A Route de Treves, L-2633 Senningerberg, registered with the Luxembourg register of commerce and companies under number B180249; and

- Sycamore Management S.a r.l. a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), with a share capital of EUR 12,500.-, having its registered office at 6A Route de Treves, L-2633 Senningerberg, registered with the Luxembourg register of commerce and companies under number B150718.

2. The Company shall have its registered office at 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach.

#### *Declaration*

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Junglinster, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, she/he signed together with the notary the present deed.

### Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille seize, le douze mai,

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg.

#### ONT COMPARU:

Immo UK S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B198812,

ici représentée par Monsieur Henri DA CRUZ, employé, demeurant professionnellement à Junglinster, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé en date du 10 mai 2016.

Centrepoint 8 S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B201552,

ici représentée par Monsieur Henri DA CRUZ, prénommé, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé en date du 10 mai 2016.

Lesquelles procurations resteront, après avoir été signées ne varietur par le mandataire des parties comparantes et le notaire instrumentant, annexées aux présentes pour être formalisées avec elles.

Lesquelles parties comparantes, représentées comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de dresser acte de la constitution d'une société à responsabilité limitée dont elle a arrêté les statuts comme suit:

**1. Forme - Dénomination.** Le présent document constitue les statuts (les "Statuts") de Fenchurch Place HoldCo S.à r.l. (la "Société"), une société à responsabilité limitée constituée en vertu des lois du Grand-Duché de Luxembourg, y compris la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi de 1915").

#### 2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société (le "Siège Social") est établi dans la ville de Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg.

2.2 Le Siège Social peut être transféré:

2.2.1 en tout autre endroit de la même municipalité au Grand-Duché de Luxembourg par le Conseil de Gérance (tel que défini à l'article 8.2) si la Société est gérée à ce moment-là par un Conseil de Gérance; ou

2.2.2 en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg (que ce soit ou non dans la même municipalité) par une résolution des associés de la Société (tel que défini à l'article 12 ci-dessous) passée conformément à ces Statuts et les lois du Grand-Duché de Luxembourg à un moment donné, y compris la Loi de 1915 (la "Loi Luxembourgeoise").

2.3 Au cas où des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique, social ou autre, de nature à compromettre l'activité normale au Siège Social se seraient produits ou seraient imminents, le Siège Social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; de telles mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, et la Société, nonobstant ce transfert provisoire du Siège Social, restera une société luxembourgeoise. La décision de transférer le Siège Social à l'étranger sera prise par le Conseil de Gérance.

2.4 Sous réserve des Articles 2.2 et 2.3 ci-dessus, la Société peut avoir des bureaux et des succursales à la fois au Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger.

#### 3. Objets. Les objets sociaux de la Société sont:

3.1 d'agir en tant que société holding d'investissement et d'acquérir (par souscription dès l'origine, offre, acquisition, échange ou autre procédé) tout ou partie des actions, parts, obligations, actions préférentielles, emprunt obligataire et tout autre titre émis ou garanti par des sociétés étrangères ou luxembourgeoises, dont l'objet principal est l'acquisition, le développement, la promotion, la vente, la gestion et/ou la location de biens immobiliers.

3.2 d'investir et de gérer l'argent de la Société, prêter des fonds et accorder dans chaque cas, à toute personne, des crédits, assortis ou non de sûretés;

3.3 d'emprunter, lever et sécuriser le paiement des sommes d'argent, y compris par l'émission (dans la mesure où la Loi Luxembourgeoise l'autorise) d'obligations et tout autre titre ou instrument, perpétuel ou autre, convertible ou non, en relation ou non avec tout ou partie des biens de la Société (présents ou futurs) ou d'acquérir, racheter, convertir et rembourser ces titres;

3.4 de conclure une garantie ou contrat d'indemnités ou de sûretés et accorder une sûreté en vue de l'exécution des obligations et/ou du paiement de sommes d'argent par toute personne (y compris toute entité sociale dans laquelle la Société a un intérêt direct ou indirect (une "Entité Holding") ou toute personne qui est, à cet instant, un membre ou a de quelque façon que ce soit, un intérêt direct ou indirect dans la Société ou toute entité sociale dans laquelle l'Entité Holding a un intérêt direct ou indirect et toute personne qui est associée à la Société dans certaines activités ou partenariat);

3.5 d'acquérir, posséder, développer, exploiter, commercialiser, louer, gérer et céder toute propriété immobilière;

3.6 de céder, louer, échanger, mettre en location ou disposer de toute propriété immobilière ou mobilière et/ou tout ou partie des biens de la Société contre une contrepartie le Conseil de Gérance estime appropriée;

3.7 d'entreprendre toutes les actions envisagées dans les paragraphes de cet article 3 (a) à tout endroit du monde; (b) en tant que partie principale, d'agent, de co-contractant, de trustee ou de toute autre façon; (c) par l'intermédiaire de trustees, d'agents, de sous-contractants, ou de toute autre façon; et (d) seul ou avec une ou plusieurs autres personnes; et

3.8 d'entreprendre toutes les actions (y compris conclure, exécuter et délivrer des contrats, des accords, des conventions et tout autre arrangement avec une personne ou en sa faveur) que le Conseil de Gérance estime être accessoires ou nécessaires à la réalisation de l'objet social de la Société, ou à l'exercice de tout ou partie de ses pouvoirs;

En outre, l'objet de la Société est l'acquisition, la détention, le développement, l'exploitation, la commercialisation, la location, la gestion et la vente de biens immobiliers, pour son propre compte, au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger, ainsi que les opérations en lien avec des biens immobiliers.

ETANT TOUJOURS ENTENDU que la Société ne sera pas partie à une transaction qui constituerait une activité réglementée du secteur financier ou qui requerrait en vertu de la Loi Luxembourgeoise l'obtention d'une autorisation de commerce, sans que cette autorisation conforme à la Loi Luxembourgeoise ne soit obtenue.

**4. Durée.** La Société est constituée pour une durée indéterminée.

#### **5. Capital social.**

5.1 Le capital social est fixé à onze mille livres sterling (GBP 11.000,-) représenté par dix mille quatre cent cinquante (10.450) parts sociales de catégorie A (les "Part Sociales de Catégorie A") et cinq cent cinquante (550) parts sociales de catégorie B (les "Part Sociales de Catégorie B") ayant une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1,-) chacune (les "Parts Sociales"). Dans les présents Statuts, "Associés" désignent les détenteurs des Parts Sociales au moment donné et "Associé" doit être interprété conformément. Le propriétaire des parts sociales de catégorie A sera désigné dans ces Statuts comme l'"Associé A" et le propriétaire des parts sociales de catégorie B sera désigné dans ces Statuts comme l'"Associé B".

5.2 La Société peut créer un compte de prime d'émission en relation avec une catégorie d'actions (le "Compte de Prime d'Emission") sur lequel toute prime d'émission payée pour toute Part Sociale de cette catégorie sera versée. Les décisions quant à l'utilisation du Compte de Prime d'Emission doivent être prises par l'accord unanime des Associés sous réserve de la Loi de 1915 et des présents Statuts.

5.3 La Société peut, sans limitation, accepter du capital ou d'autres apports sans émettre de Parts Sociales ou autres titres en contrepartie de l'apport et peut créditer les apports à un ou plusieurs comptes. Les décisions quant à l'utilisation de tels comptes seront prises par l'accord unanime des Associés sous réserve de la Loi de 1915 et des présents Statuts. Pour écarter tout doute, toute décision peut, mais n'a pas besoin de, allouer tout montant apporté à l'apporteur.

5.4 Les Parts Sociales ont des droits égaux sous réserve de toute limitation ou d'une disposition spécifique des Statuts ou de tout pacte d'actionnaire conclu entre les Associés à un moment donné.

5.5 La Société peut racheter et/ou annuler ses propres Parts Sociales sous réserve des dispositions de la Loi de 1915 et des présents Statuts.

#### **6. Indivisibilité des parts sociales.**

6.1 Chaque Part Sociale est indivisible.

6.2 La Société ne reconnaîtra qu'un détenteur par Part Sociale. Les codétenteurs devront désigner un seul représentant qui les représentera face à la Société. La Société considérera ce représentant comme s'il était le seul Associé pour la Part Sociale en question, y compris pour les besoins des droits de vote, dividende et autres droits de paiement.

#### **7. Cession de parts sociales.**

7.1 Au cours de la période durant laquelle la Société a un seul Associé, les Parts Sociales seront librement cessibles.

7.2 Au cours de la période durant laquelle la Société a plusieurs Associés:

7.2.1 les Parts Sociales sont librement cessibles entre Associés;

7.2.2 les Parts Sociales ne sont pas cessibles, sauf pour raison de décès, à d'autres personnes que des Associés sauf avec une Résolutions des Associés prise à unanimité;

7.2.3 les Parts Sociales ne sont pas cessibles, en cas de décès, à d'autres personnes que les Associés sauf avec une Résolutions des Associés prise à unanimité; et

7.2.4 La cession de Parts Sociales est soumise aux dispositions de l'article 190 de la Loi de 1915, les présents Statuts ainsi qu'à toute limitation ou disposition spéciale de tout pacte d'actionnaire conclu par les Associés à un moment donné.

#### **8. Gérance.**

8.1 La Société sera administrée par les gérants (les "Gérants"), dont le nombre peut être déterminé par tout pacte d'actionnaire conclu entre les Associés à un moment donné, qui n'ont pas besoin d'être Associés et qui seront nommés par une Résolution des Associés (telle que défini à l'Article 12 ci-dessous) prise conformément à la Loi Luxembourgeoise aux présents Statuts.

8.2 Les Gérants constitueront ensemble un conseil de gérance (le "Conseil" ou le "Conseil de Gérance").

8.3 La moitié des membres du Conseil de Gérance sont nommés parmi les candidats proposés par l'Associé A (les "Gérants A") et l'autre moitié des membres du Conseil sont nommés parmi les candidats proposés par l'Associé B (les "Gérants B").

8.4 Les Gérants B sont investis de la gestion journalière de la Société, soumise à toute limitation ou disposition spéciale de tout pacte d'actionnaire conclu entre les Associés à un moment donné. Aux fins des présents Statuts, la "Gestion Journalière" désigne toute les sujets autres que les Matières Réservées (et pour éviter tout doute, autre que les Matières Réservées des Associés).

8.5 Un Gérant pourra être révoqué à tout moment avec ou sans cause par une Résolution des Associés prise conformément à la Loi Luxembourgeoise et aux présents Statuts et aux dispositions spéciales prévues dans tout pacte d'actionnaires conclu entre les Associés à un moment donné.

### **9. Pouvoirs des gérants.**

9.1 Le Conseil de Gérance peut prendre toutes les actions qui sont nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social de la Société, sous réserve des actions qui sont réservées par la Loi Luxembourgeoise et/ou les présents Statuts aux Associés (y compris, mais sans s'y limiter, les Matières Réservées des Associés telles que définies à l'Article 12.7 ci-dessous), et soumises à toute dispositions spéciales prévue dans tout pacte d'actionnaire conclu entre les Associés à un moment donné.

9.2 Sous réserve de tout pacte d'actionnaire conclu entre les Associés, les décisions suivantes sont prises par le Conseil de Gérance et sont référencées dans les présents Statuts comme les "Matières Réservées":

(i) toute cession totale ou partielle, location, financement ou refinancement de tout ou partie de biens appartenant à la Société ou intérêt en découlant;

(ii) tout écart important du budget de fonctionnement et tout investissement non prévu par ce dernier.

(iii) tout changement dans la gestion d'un bien appartenant à la Société, à l'exception de la résiliation d'un contrat de gestion d'actifs en rapport avec ce dernier et la conclusion d'un nouveau contrat de gestion d'actifs suite à cette résiliation;

(iv) tous les investissements, non prévus par le budget, relatifs à la réhabilitation ou l'amélioration d'un bien appartenant à la Société, sauf en cas d'urgence, auquel cas l'Associé B pourra prendre les mesures nécessaires appropriées à cet événement.

(v) tous les coûts et budgets relatifs à la commercialisation de biens appartenant à la Société qui excèdent EUR 50.000,-

(vi) l'émission de titres ou obligations, ou l'octroi d'option ou droit de souscription à des participations dans le capital social de la Société à des titres, des obligations ou à des instruments convertibles en actions, titres ou obligations, sauf si cette émission ou l'octroi de cette option ou droit s'effectue en vertu d'une disposition applicable à la Société;

(vii) la conclusion d'un prêt ou autre financement par la Société, que ce soit en tant que prêteur ou emprunteur;

(viii) toute décision de déposer, de négocier, de régler ou d'abandonner une poursuite, une action ou autre litige devant une autorité ou juridiction compétente (y compris les tribunaux ordinaires et administratifs et les arbitres);

(ix) tout accord relatif à un partenariat, une joint venture ou un consortium;

(x) toute acquisition d'un intérêt direct ou indirect dans une propriété; ou

(xi) tout accord ou engagement de faire l'une des choses mentionnées ci-dessus.

**10. Représentation.** Sous réserve des dispositions de la Loi Luxembourgeoise, des présents Statuts et de tout pacte d'actionnaires conclu entre les Associés, la Société est valablement engagée ou représentée à l'égard des tiers par:

(i) les signatures conjointes d'un Gérant A et d'un Gérant B; et

(ii) dans le cadre de la Gestion Journalière, par un Gérant B.

### **11. Réunions du conseil de gérance.**

11.1 Les réunions du Conseil de Gérance (les "Réunions du Conseil") peuvent être convoquées par tout Gérant. Le Conseil de Gérance nomme un président parmi ses membres, conformément aux dispositions de tout pacte d'actionnaires conclu entre les Associés à un moment donné.

11.2 Le Conseil de Gérance peut valablement débattre et prendre des décisions lors d'une Réunion du Conseil sans se plier à tout ou partie des conditions et formalités de convocation préalable si tous les Gérants ont renoncé à ces formalités de convocation que ce soit par écrit ou, lors de la Réunion du Conseil en question, en personne ou par l'intermédiaire d'un représentant autorisé. Nonobstant ce qui précède, le Conseil de Gérance doit également se conformer aux exigences de convocation spécifiées dans tout pacte d'actionnaires, conclu entre les Associés à un moment donné.

11.3 Le Conseil de Gérance ne peut valablement débattre et prendre des décisions que si au moins un (1) Gérant A et un (1) Gérant B sont présents. Si un quorum n'est pas atteint à une réunion du Conseil de Gérance au moment où une transaction est considérée, tout gérant peut requérir que la réunion du Conseil de gérance soit à nouveau convoquée. Un avis d'au moins trois (3) jours ouvrables avant la réunion reconvoquée devra être respecté, à moins que tout les Gérants n'en décident autrement. Lors de la réunion reconvoquée, un quorum doit exister à l'égard des questions de l'ordre du jour non traitées lors de la première réunion si deux ou plusieurs Gérants sont présents. Les décisions du Conseil de Gérance seront adoptées à la majorité simple des voix, excepté pour les Matières Réservées qui requièrent le vote favorable d'au moins un (1) Gérant A et un (1) Gérant B. En cas d'égalité des voix lors d'un Conseil de Gérance, le Président ne bénéficie pas d'une voix prépondérante.

11.4 Un Gérant peut valablement participer à une Réunion du Conseil par voie d'utilisation de conférence téléphonique, de vidéo conférence et de conférence téléphonique ou de tout autre équipement de communication similaire à condition



que toutes les personnes participant à une telle réunion soient dans la capacité de s'entendre et de parler tout au long de la réunion à condition que ce Gérant soit physiquement présent au Royaume-Uni. Une personne participant de cette manière est réputée être présente en personne à la réunion, devra être comptée dans le quorum et sera autorisée à voter. Sous réserve de la Loi Luxembourgeoise, toutes les activités commerciales qui sont effectuées de cette manière par tous les Gérants seront réputés pour les besoins des présents statuts, valables et effectivement traitées à une Réunion du Conseil, peu importe que moins que le nombre de Gérants (ou leurs représentants) requis pour constituer un quorum aient été physiquement présents au même endroit.

11.5 Une résolution écrite, signée par tous les Gérants est valide et effective comme si elle avait été adoptée à une Réunion du Conseil dûment convoquée, tenue et constituée, et peut consister en un ou plusieurs documents ayant le même contenu et signés par un ou plusieurs des Gérants concernés, à condition qu'aucun Gérant ne signe ces résolutions en étant physiquement présent au Royaume-Uni.

11.6 Les procès-verbaux d'un Conseil de Gérance devront être signés et les extraits de ces procès-verbaux pourront être certifiés par tout Gérant présent à la Réunion.

## **12. Résolutions des associés.**

12.1 Une réunion des Associés (une "Assemblée Générale") peut valablement débattre et prendre des décisions sans se conformer à tout ou partie des conditions et formalités de convocation préalable si tous les Associés ont renoncé à ces formalités de convocation que ce soit par écrit ou, lors de l'Assemblée Générale en question, en personne ou par l'intermédiaire d'un représentant autorisé.

12.2 Un Associé peut être représenté à une Assemblée Générale en désignant par écrit (ou par fax ou email ou tout autre moyen similaire) un mandataire qui n'a pas besoin d'être un Associé.

12.3 Chaque Associé a droit à un vote pour chaque Part Sociale dont il est le détenteur.

12.4 Les Résolutions des Associés sont valides uniquement si elles sont adoptées par les Associés détenant plus de la moitié des Parts Sociales, toutefois si ce chiffre n'est pas atteint lors de la première assemblée ou lors des premières résolutions écrites, les Associés devront être convoqués ou être consultés une seconde fois, par lettre recommandée et les résolutions pourront être adoptées à la majorité des votes, sans préjudice du nombre de Parts Sociales représentées ("Résolutions des Associés").

12.5 S'il y a moins de vingt-cinq Associés dans la Société, les Résolutions des Associés pourront être passées par voie de résolutions écrites des Associés plutôt que lors d'une Assemblée Générale à la condition que chaque Associé reçoive le texte précis des résolutions ou décisions à adopter.

12.6 La condition de majorité requise applicable à l'adoption de résolutions par une Assemblée Générale s'applique mutatis mutandis à la prise de résolutions écrites par les Associés. Sauf lorsque cela est requis par la Loi Luxembourgeoise, il n'y a pas de condition de quorum pour l'adoption de résolutions écrites par les Associés. Les résolutions écrites des Associés seront réputées valablement adoptées immédiatement après réception par la Société de copies originales (ou de copies envoyées par facsimilé ou par pièces jointes à un email) des votes des Associés sous réserve des conditions requises à l'article 12.5 et des présentes dispositions 12.6, que les Associés aient voté ou non.

12.7 Sous réserve de tout pacte d'actionnaire conclu entre les Associés, les décisions suivantes sont considérées par les présents Statuts comme les "Matières Réservées des Associés" et requièrent l'approbation unanime des Associés:

- (i) Toute décision relative à l'augmentation ou la diminution du capital de la Société;
  - (ii) Toute consolidation, fusion, scission, changement de forme légale ou transformation de, ou impliquant la Société, sauf disposition contraire prévue prévu dans un pacte d'actionnaire conclu par les Associés à un moment donné;
  - (iii) le paiement ou la déclaration d'un dividende ou autre distribution de toute nature,
  - (iv) tout achat, rachat ou autre acquisition par la Société d'actions ou d'autres titres de la Société;
  - (v) la présentation de toute demande de liquidation de la Société ou de cessation d'exercice de l'activité par quelque moyen que ce soit;
  - (vi) toute modification des statuts de la Société, y compris, mais sans s'y limiter, toute modification portant sur le capital social de la Société, la dénomination sociale ou le siège social de la Société;
  - (vii) le changement de nationalité ou toute mesure transnationale, sauf disposition contraire d'un pacte d'actionnaires;
- et
- (viii) toute obligation pour les actionnaires d'augmenter leur participation dans la Société.

## **13. Exercice social.**

13.1 L'exercice social de la Société débute le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

13.2 Si la Société a plus de vingt-cinq Associés, une assemblée générale annuelle doit au moins être tenue chaque année en vertu de l'article 196 de la Loi de 1915 le deuxième lundi du mois de mai à 10h au siège social.

## **14. Distribution sur parts sociales.**

14.1 Sur le bénéfice net de la Société déterminé en conformité avec la Loi Luxembourgeoise, cinq pour cent seront prélevés et alloués à une réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque le montant de la réserve légale aura atteint dix pour cent du capital social de la Société.

14.2 Sous réserve des dispositions de la Loi Luxembourgeoise et des Statuts, la Société peut par résolutions des Associés déclarer des dividendes en conformité avec les droits respectifs des Associés et avec les dispositions de tout pacte d'actionnaires conclu entre les Associés à un moment donné.

14.3 Le Conseil de Gérance peut décider de payer des acomptes sur dividendes aux Associés avant la fin de l'exercice social sur base d'une situation comptable montrant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que (i) le montant à distribuer ne peut pas excéder, si applicable, les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes allouées à la réserve établie selon la Loi de 1915 ou selon ces Statuts et que (ii) de telles sommes distribuées qui ne correspondent pas aux bénéfices effectivement réalisés peuvent devoir être remboursés par le(s) Associé(s).

14.4 Par dérogation aux articles 14.1 - 14.3 ci-dessus, les distributions sur les Actions seront payées sous réserve des dispositions de tout pacte d'actionnaires conclu par les Actionnaires à un moment donné.

**15. Dissolution et liquidation.** La liquidation de la Société sera décidée par l'accord unanime des Associés conformément à l'article 12.6 des présents Statuts.

## **16. Interprétation et loi Luxembourgeoise.**

16.1 Dans les présents Statuts:

16.1.1 une référence à:

(i) un genre devra inclure chaque genre;

(ii) (à moins que le contexte ne requière autrement) le singulier devra inclure le pluriel et vice versa;

(iii) une "personne" inclut une référence à tout individu, firme, société, corporation ou toute autre entité, gouvernement, état ou agence d'un état ou joint venture, association, partenariat, comité d'entreprise ou organe de représentation des employés (ayant ou non une personnalité juridique séparée);

(iv) une disposition légale ou statutaire inclut toutes modifications y afférentes et toutes nouvelles entrées en vigueur (avec ou sans modifications);

16.1.2 les mots "inclure" et "incluant" seront censés être suivis par les mots "sans limitation" et on ne donnera pas aux mots généraux une interprétation restrictive pour la raison qu'ils seraient précédés ou suivis d'un mot indiquant un terme particulier, des faits ou des choses ou par des exemples qui tombent dans la définition des mots généraux;

16.1.3 les en-têtes de ces Statuts ne doivent pas affecter leur interprétation.

16.2 En complément de ces Statuts, la Société est également gouvernée par toutes les dispositions de la Loi Luxembourgeoise.

### *Souscription - Paiement*

Le capital social a été souscrit comme suit:

Immo UK S.à r.l. ....	10.450 Parts Sociales de catégorie A
Centrepoint 8 S.à r.l. ....	550 Parts Sociales de catégorie B
Total: .....	11.000 Parts Sociales

Toutes les Parts Sociales ont été intégralement libérées par un versement en numéraire de sorte que la somme de onze mille livres sterling (GBP 11.000,-) correspondant au capital de onze mille livres sterling (GBP 11.000,-) est à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

### *Dispositions transitoires*

Le premier exercice social de la Société débute à la date de sa constitution et se termine le 31 décembre 2016.

### *Frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ mille cent euros (EUR 1.100,-).

### *Résolutions des associés*

Immédiatement après la constitution de la Société, les parties comparantes précitées, représentant la totalité du capital social et exerçant les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des Associés, ont pris, au travers de leurs mandataires, les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes ont été nommées gérants de la Société pour une durée indéterminée et avec effet immédiat:

#### *Gérants A*

- Monsieur Renaud SABBE, employé, né le 11 mars 1979 à Virton (Belgique), ayant son adresse professionnelle au 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach; et

- Monsieur François DE LA VILLEON, gérant, né le 25 mars 1977, à Marseille (France), ayant son adresse professionnelle au 5 Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg.

#### *Gérants B*

- Treves Services S.a r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 6A Route de Trèves, L-2633 Senningerberg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B180249; et

- Sycamore Management S.a r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 6A Route de Trèves, L-2633 Senningerberg, auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B150718.

2. Le siège social de la Société est établi au 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach.

#### *Déclaration*

Le notaire soussigné, qui a personnellement connaissance de la langue anglaise, déclare que les parties comparantes l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux mandataires des parties comparantes, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Henri DA CRUZ, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 20 mai 2016. Relation GAC/2016/3918. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur* (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2016116974/599.

(160091801) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2016.

#### **Green Luxco I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 76, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 168.814.

In the year two thousand and sixteen on the seventeenth day of May.

Before us Me Carlo WERSANDT, notary, residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

#### THERE APPEARED:

“Green Guernsey Holdings, L.P.”, a Guernsey limited partnership, with registered office at Les Echelons Court, Les Echelons, South Esplanade, St Peter Port, Guernsey, GY1 1AR, registered with the Guernsey Registry under number 55070 acting through its general partner Green Guernsey Holdings GP, Limited, a company limited by shares incorporated under the laws of Guernsey, with registered office at Les Echelons Court, Les Echelons, South Esplanade, St Peter Port, Guernsey, GY1 1AR,

here represented by Mrs Cassandra CASPAR-ARNOULD, maître en droit, professionally residing at Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

Which proxy shall be signed “ne varietur” by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary and shall remain attached to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party is the sole shareholder (the “Sole Shareholder”) of “Green Luxco I S.à r.l.”, a société à responsabilité limitée, governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 76, Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 168.814 (the “Company”), incorporated by a deed of Me Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, acting in replacement of Me Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg, on May 8, 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations C (“Mémorial C”) on June 21, 2012 (number 1561, page 74884). The Company’s articles of association have been amended for the last time pursuant to a notarial deed of the undersigned notary, dated 2 December 2015, published in the Mémorial C on 18 February 2016, number 477, page 22870.

The Sole Shareholder, represented as aforesaid and represented the entire share capital, has requested the undersigned notary to act the following resolutions:

#### *First resolution*

The Sole Shareholder decides to acknowledge and approve the repurchase by the Company on May 13, 2016 of all the one hundred thousand (100,000) Class G Shares, having each a par value of one Great British Pound (GBP 1.-) in the share capital of the Company (the “Repurchased Shares”) and decides upon the payment of a redemption price of twenty-four million one hundred and fifty thousand British Pounds (GBP 24,150,000.-) to the Sole Shareholder.

#### *Second resolution*

The Sole Shareholder decides to subsequently reduce the share capital of the Company by an amount of one hundred thousand Great Britain Pounds (GBP 100,000.-) so as to bring it from its present amount of seven hundred thousand Great

Britain Pounds (GBP 700,000.-) down to six hundred thousand Great Britain Pounds (GBP 600,000.-) by cancellation of the Repurchased Shares.

As a consequence of the above, the six hundred thousand (600,000) shares divided into:

- one hundred thousand (100,000) Class A Shares,
- one hundred thousand (100,000) Class B Shares,
- one hundred thousand (100,000) Class C Shares,
- one hundred thousand (100,000) Class D Shares,
- one hundred thousand (100,000) Class E Shares, and
- one hundred thousand (100,000) Class F Shares.

#### *Third resolution*

The Sole Shareholder decides to amend article 5.1 (Share Capital) of the Company's articles of association, as a result of the above capital decrease, which shall be read as follows:

“ **5.1. Share capital.** The issued share capital of the Company is set at six hundred thousand Pounds Sterling (GBP 600,000.-) divided into six hundred thousand (600,000) shares with a par value of one Pound Sterling (GBP 1) each (the “Shares”) divided into one hundred (100,000) class A shares (the “Class A Shares”), one hundred (100,000) class B shares (the “Class B Shares”), one hundred (100,000) class C shares (the “Class C Shares”), one hundred (100,000) class D shares (the “Class D Shares”), one hundred (100,000) class E shares (the “Class E Shares”) and one hundred (100,000) class F shares (the “Class F Shares”) and together with the other classes of shares, the “Classes of Shares”), all such Shares being fully subscribed and entirely paid up”.

#### *Statement*

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that on request of the appearing party, this deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, this deed was drawn up in Howald on the date set at the beginning of this deed.

This deed having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by her first and surname, civil status and residence, said proxyholder signed together with the notary the present deed.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède**

L'an deux mille seize, le dix-sept mai.

Par-devant Nous, Me Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

#### **A COMPARU:**

«Green Guernsey Holdings L.P.», un Guernsey limited partnership, dont le siège social est sis à 1<sup>st</sup> Floor, Les Echelons Court, Les Echelons, South Esplanade, St Peter Port, Guernsey GY1 1AR, immatriculée au Register of Limited Partnerships de l'île de Guernesey sous le numéro 55070, agissant par l'intermédiaire de son general partner Global Infrastructure GP II, L.P., agissant à son tour par l'intermédiaire de son general partner Green Guernsey Holdings GP, Limited, une company limited by shares, une société de droit de l'île de Guernesey, dont le siège social est sis à 1<sup>st</sup> Floor, Les Echelons Court, Les Echelons, South Esplanade, St Peter Port, Guernsey GY1 1AR,

ici représentée par Madame Cassandra CASPAR-ARNOULD, maître en droit, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Laquelle procuration restera annexée au présent acte après avoir été signée «ne varietur» par la mandataire de la comparante et le notaire soussigné pour les besoins d'enregistrement.

La société comparante est l'associé unique («l'Associé Unique») de «Green Luxco I S.à r.l.», une société à responsabilité limitée régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 76, Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 168.814 (la «Société»), constituée le 8 mai 2012 suivant un acte reçu par Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, agissant en remplacement de Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations («Mémorial C») du 21 juin 2012 (numéro 1561, page 74884). Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois le 2 décembre 2015 suivant un acte reçu par le notaire instrumentant, publié au Mémorial C le 18 février 2016, numéro 477, page 22870.

L'Associé Unique, représentée comme ci-avant et représentant l'intégralité du capital social, a requis le notaire instrumentaire d'acter les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'Associé Unique prend connaissance et approuve le rachat en date du 13 mai 2016 par la Société des cent mille (100.000) Parts Sociales de Catégorie G, chacune ayant une valeur nominale d'une Livre Sterling (GBP 1) (les «Parts Sociales

Rachetées») et décide le paiement du prix de remboursement s'élevant à vingt-quatre millions cent cinquante mille Livres Sterling (GBP 24,150,000.-) à l'Associé Unique.

*Seconde résolution*

L'Associé Unique décide par conséquent de réduire le capital social de la Société par un montant de cent mille Livres Sterling (GBP 100.000,00) afin de le porter de son montant actuel de sept cent mille Livres Sterling (GBP 700.000,00) à un montant de six cent mille Livres Sterling (GBP 600.000,00) par l'annulation des Parts Sociales Rachetées.

Par conséquent, les six cent mille (600.000) Parts sociales sont divisées en:

- cent mille (100.000) Parts Sociales de Catégorie A,
- cent mille (100.000) Parts Sociales de Catégorie B,
- cent mille (100.000) Parts Sociales de Catégorie C,
- cent mille (100.000) Parts Sociales de Catégorie D,
- cent mille (100.000) Parts Sociales de Catégorie E, et
- cent mille (100.000) Parts Sociales de Catégorie F.

*Troisième résolution*

L'Associé Unique décide de modifier l'article 5.1 (Capital Social) des statuts de la Société, qui doit être désormais lu comme suit:

« **5.1. Capital social.** Le capital social émis de la Société est fixé à six cent mille Livres Sterling (GBP 600.000,-) divisé en six cent mille (600.000) parts sociales d'une valeur nominale de une Livre Sterling (GBP 1,-) chacune (les «Parts Sociales»), réparties en cent mille (100.000) parts sociales de classe A (les «Parts Sociales de Classe A»), en cent mille (100.000) parts sociales de classe B (les «Parts Sociales de Classe B»), en cent mille (100.000) parts sociales de classe C (les «Parts Sociales de Classe C»), en cent mille (100.000) parts sociales de classe D (les «Parts Sociales de Classe D»), en cent mille (100.000) parts sociales de classe E (les «Parts Sociales de Classe E») et en cent mille (100.000) parts sociales de classe F (les «Parts Sociales de Classe F») et avec les autres classes de parts sociales, les «Classes de Parts Sociales»), toutes ces Parts Sociales étant entièrement souscrites et libérées.»

*Déclaration*

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare que sur la demande de la partie comparante ci-dessus, dûment représentée, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. A la demande de la même partie comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et français, le texte anglais prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte est dressé à Howald, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite à la mandataire, ès-qualité qu'elle agit, elle a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: C. CASPAR-ARNOULD, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 18 mai 2016. 2LAC/2016/10381. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur (signé):* André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 23 mai 2016.

Référence de publication: 2016117038/125.

(160091277) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2016.

**Gras Savoye Willis Management Services S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8030 Strassen, 145, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 24.151.

*Extrait du Procès-verbal des délibérations de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle de la société Gras Savoye Willis Management Services SA tenue le vendredi 29 avril 2016 à 11 heures 30 au siège social de la société*

*Quatrième résolution:*

L'Assemblée Générale ratifie la nomination, faite à titre provisoire par le Conseil d'administration lors de sa réunion du 12 avril 2016, aux fonctions d'administrateur de:

- Monsieur Bart DEN HARTOG, né le 5 juin 1968 à Amsterdam (Pays-Bas), de nationalité néerlandaise, demeurant VESTING 11, 2141MD, VIJFHUIZEN, NETHERLANDS

en remplacement de Monsieur Patrick LUCAS.

En conséquence, Monsieur Bart DEN HARTOG, exercera ses fonctions pour la durée du mandat restant à courir de son prédécesseur, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015, à tenir en 2016.

*Cinquième résolution:*

L'Assemblée Générale ratifie la nomination, faite à titre provisoire par le Conseil d'administration lors de sa réunion du 12 avril 2016, aux fonctions d'administrateur de:

- Monsieur Marc PAASCH né le 16 July 1968 à Montréal /Canada, de nationalité française et domicilié au 131 Rue de la Tour, 75116 Paris, France;  
en remplacement de Monsieur Olivier DUBOIS.

En conséquence, Monsieur Marc PAASCH, exercera ses fonctions pour la durée du mandat restant à courir de son prédécesseur, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015, à tenir en 2016.

*Sixième résolution:*

L'Assemblée Générale ratifie la nomination, faite à titre provisoire par le Conseil d'administration lors de sa réunion du 12 avril 2016, aux fonctions d'administrateur de:

- Monsieur Nicolas LEONARD, né le 05 août 1970 à Ixelles (Belgique), de nationalité belge et domicilié 37 rue du Magenot, (B-6740) à FRATIN en Belgique,  
en remplacement de Monsieur Jean-Michel OLOA.

En conséquence, Monsieur Nicolas LEONARD exercera ses fonctions pour la durée du mandat restant à courir de son prédécesseur, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015, à tenir en 2016.

*Septième résolution:*

L'Assemblée Générale, constatant l'arrivée à expiration du mandat d'administrateur de Monsieur François VARAGNE, décide de procéder au renouvellement de son mandat pour une durée de un an (1) venant à l'expiration lors de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2017 qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

*Huitième résolution:*

L'Assemblée Générale, constatant l'arrivée à expiration du mandat d'administrateur de Monsieur Laurent BONNET, décide de procéder au renouvellement de son mandat pour une durée de un an (1) venant à l'expiration lors de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2017 qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

*Neuvième résolution:*

L'Assemblée Générale, constatant l'arrivée à expiration du mandat d'administrateur de la société GRAS SAVOYE SAS, décide de procéder au renouvellement de son mandat pour une durée de un an (1) venant à l'expiration lors de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2017 qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

*Dixième résolution:*

L'Assemblée Générale, constatant l'arrivée à expiration du mandat d'administrateur de Monsieur Paul OWENS, décide de procéder au renouvellement de son mandat pour une durée de un an (1) venant à l'expiration lors de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2017 qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

*Onzième résolution:*

L'Assemblée Générale, constatant l'arrivée à expiration du mandat d'administrateur de Monsieur Bart DEN HARTOG, décide de procéder au renouvellement de son mandat pour une durée de un an (1) venant à l'expiration lors de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2017 qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

*Douzième résolution:*

L'Assemblée Générale, constatant l'arrivée à expiration du mandat d'administrateur de Monsieur Marc PAASCH, décide de procéder au renouvellement de son mandat pour une durée de un an (1) venant à l'expiration lors de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2017 qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

*Treizième résolution:*

L'Assemblée Générale, constatant l'arrivée à expiration du mandat d'administrateur de Monsieur Nicolas LEONARD, décide de procéder au renouvellement de son mandat pour une durée de un an (1) venant à l'expiration lors de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2017 qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

*Quatorzième résolution*

L'Assemblée Générale, constatant l'arrivée à échéance du mandat de Réviseur d'entreprises de la société INTERAUDIT, et après avoir pris acte des nouvelles instructions du Groupe, décide de nommer en remplacement:

- DELOITTE Audit, 560 rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, RCS: B 67895

pour une durée d'un (1) an, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2017 statuant sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2016.

Référence de publication: 2016117068/70.

(160090643) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2016.

**H & S Promotions, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2340 Luxembourg, 34B, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 75.291.

L'an deux mille seize, le vingt-huit avril.

Par-devant Maître Alex WEBER, notaire de résidence à Bascharage.

ONT COMPARU:

1.- Monsieur Christian SCHLEICH, administrateur de sociétés, né à Pétange le 26 octobre 1960, demeurant à L-4879 Lamadelaine, 56, rue de la Montagne,

détenteur de deux cent cinquante (250) parts sociales.

2.- Madame Mireille HEIN, administrateur de sociétés, née à Esch-sur-Alzette le 12 décembre 1960, demeurant à L-4879 Lamadelaine, 56, rue de la Montagne,

détentrice de deux cent cinquante (250) parts sociales.

Les comparants préqualifiés, agissant en leur qualité de seuls associés de la société à responsabilité limitée "H & S PROMOTIONS" (numéro d'identité 2000 24 05 041), avec siège social à L-4830 Rodange, 3, route de Longwy, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 75.291, constituée suivant acte reçu par le notaire Edmond SCHROEDER, alors de résidence à Mersch, en date du 10 avril 2000, publié au Mémorial C, numéro 551 du 2 août 2000 et dont les statuts ont été modifiés suivant actes reçus par le notaire Georges d'HUART, alors de résidence à Pétange, en date du 12 janvier 2005, publié au Mémorial C, numéro 448 du 13 mai 2005 et en date du 12 mai 2005, publié au Mémorial C, numéro 982 du 4 octobre 2005, ont requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

*I. - Cession de parts sociales*

Madame Mireille HEIN, comparante sub 2.-, cède et transporte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit, cent cinquante (150) parts sociales qu'elle détient dans la prédite société "H & S PROMOTIONS" à Monsieur Christian SCHLEICH, comparant sub 1.-, qui accepte.

Conformément à l'article 190 de la loi sur les sociétés commerciales, telle que modifiée et à l'article 1690 du Code Civil, la société "H & S PROMOTIONS", ici représentée par son gérant unique Monsieur Christian SCHLEICH, préqualifié, déclare accepter la présente cession de parts sociales.

Le cessionnaire se trouve subrogé dans tous les droits et créances attachés aux parts cédées à partir de ce jour.

Le cessionnaire participera aux bénéfices et pertes à partir de ce jour.

Le cessionnaire déclare parfaitement connaître les statuts et la situation financière de la société et renonce à toute garantie de la part de la cédante.

Après la prédite cession, les cinq cents (500) parts sociales sont réparties comme suit:

1) Monsieur Christian SCHLEICH, préqualifié, quatre cents parts sociales . . . . .	400
2) Madame Mireille HEIN, préqualifiée, cent parts sociales . . . . .	<u>100</u>
Total: cinq cents parts sociales . . . . .	500

*II. - Assemblée générale extraordinaire*

Ensuite Monsieur Christian SCHLEICH et Madame Mireille HEIN, seuls associés de la société "H & S PROMOTIONS", ont pris les résolutions suivantes:

*Première résolution*

Les associés décident de transférer le siège social à L-2340 Luxembourg, 34B, rue Philippe II (1<sup>er</sup> étage).

Suite à ce transfert de siège social, les associés décident de modifier l'article 4 des statuts de la société pour lui donner la teneur suivante:

" **Art. 2.** Le siège social est établi à Luxembourg. Il pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée générale des associés statuant comme en matière de modification des statuts."

*Deuxième résolution*

Les associés constatent que l'adresse des associés, Monsieur Christian SCHLEICH et Madame Mireille HEIN et du gérant unique Monsieur Christian SCHLEICH est désormais fixée à L-4879 Lamadelaine, 56, rue de la Montagne.

### Déclaration

Monsieur Christian SCHLEICH, préqualifié, déclare, en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le bénéficiaire réel de la cession de parts ci-dessus et agir pour son propre compte et certifie que la société ne se livre pas et ne s'est pas livrée pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

### Frais

Le montant des frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société en raison des présentes, est évalué sans nul préjudice à sept cent cinquante euros (€ 750.-).

Lesdits frais, rémunérations ou charges sont à charge du cessionnaire, toutes les parties en étant solidairement tenues envers le notaire.

DONT ACTE, fait et passé à Bascharage, en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ceux-ci ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: SCHLEICH, HEIN, A. WEBER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 9 mai 2016. Relation: 1LAC/2016/15045. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

*Le Receveur (signé): MOLLING.*

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande.

Bascharage, le 30 mai 2016.

Référence de publication: 2016117078/70.

(160091609) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2016.

---

#### **Participations Alpa S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2350 Luxembourg, 1, rue Jean Piret.

R.C.S. Luxembourg B 55.288.

L'adresse du commissaire, AUDIEX S.A., est depuis le 18 avril 2016 la suivante:

1, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 mai 2016.

Référence de publication: 2016117419/11.

(160091783) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2016.

---

#### **Tikehau Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 186.113.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Tikehau Fund*

CACEIS Bank Luxembourg

Référence de publication: 2016117563/11.

(160091122) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2016.

---

#### **Swynford International Investments, SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1750 Luxembourg, 4-6, avenue Victor Hugo.

R.C.S. Luxembourg B 170.026.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016117549/9.

(160091336) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2016.

---